



GENRE et BUDGETS

Boîte à outils

Hazel Reeves et Charlie Sever

Hazel Reeves

Hazel est directrice de BRIDGE, le service d'informations sur le genre et développement basé à l'Institute of Development Studies au Royaume-Uni (RU). Elle a mené des recherches, écrit et donné des conférences sur de nombreux thèmes du genre et développement, dont les budgets sexospécifiques.

Charlie Sever

Charlie est chercheuse à BRIDGE. Elle a travaillé sur le genre et développement, les politiques envers les lesbiennes et la mobilisation de la société civile.

Helena Hofbauer Balmori (auteur du *Panorama de ce Kit Actu'*)

Helena est directrice générale de FUNDAR (Centro de Análisis e Investigación) au Mexique, une institution indépendante et interdisciplinaire qui cherche à encourager la transition démocratique. Le domaine de prédilection de FUNDAR est la recherche appliquée en matière de budget, en tant que moyen de promouvoir la participation des citoyens dans l'établissement des priorités pour les pauvres, les femmes et les enfants.

Debbie Budlender (conseillère dans la réalisation de ce *Kit Actu'*)

Debbie est chercheuse dans son domaine de spécialité auprès de la Community Agency for Social Enquiry (CASE - Agence communautaire pour la recherche dans le domaine social), une organisation non gouvernementale de recherche en matière de politique sociale. Elle a coordonné l'initiative budgétaire des femmes sud-africaines dès le début de son lancement en 1995 et a occupé un poste de consultante auprès du Ministère des finances dans l'initiative budgétaire sexospécifique pilote qui a suivi, menée par le gouvernement sud-africain (et financée par le Secrétariat du Commonwealth).

Remerciements

Nous remercions également Emma Bell (Agent de recherche et de communication à BRIDGE) pour sa précieuse contribution rédactionnelle et éditoriale. Un grand merci à tous les promoteurs des budgets sexospécifiques qui ont bien voulu nous transmettre leurs plus récents matériels. Nous devons beaucoup, en particulier, à Simel Eşim, Guy Hewitt, Anne-Marie Goetz, Rob Jenkins, Sue Himmelweit, Rhonda Sharp, Raquel Coello Cremades, Haifa Abu Ghazaleh, Pethu Serote, Isabella Matambanadzo, Mary Rusimbi, Lisa VeneKlasen, Barbara Evers, Roxanne Scott, Margaret Zunguze, Nisreen Alami et Mukunda Julius Mugisha. Merci également à Diana Strassman (International Association for Feminist Economics – Association internationale pour une science économique féministe) et Sherry Dixon (Taylor and Francis Limited) qui ont autorisé BRIDGE à diffuser en ligne deux articles de la revue *Feminist Economics*.

BRIDGE remercie les agences suivantes pour leur soutien financier : l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Ministère du Développement international au Royaume-Uni (DFID), l'Agence néo-zélandaise pour le développement International (Nzaid), la Coopération Technique allemande (GTZ), l'Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD), le Ministère norvégien des Affaires étrangères, le Ministère royal des Affaires étrangères du Danemark (Danida), l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi) et la Direction du développement et de la coopération (DDC), en Suisse. Nous remercions également l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) d'avoir financé l'impression de la version française.

Fondé en 1992, Bridge est un service de recherche et d'information sur le développement opérant dans le cadre de l'Institute of Development Studies (IDS), au Royaume-Uni. Bridge soutient les efforts déployés dans la sphère politique et sur le terrain en faveur de la prise en compte du genre, en comblant le fossé entre théorie, politique et pratique par l'apport d'informations accessibles et variées sur toutes les questions relatives à la notion de genre.

Autres publications dans la série des *Kit' Actu* (*Cutting Edge Packs*) :

- Genre et conflits armés, 2003
- Genre et VIH/SIDA, 2002
- Genre et changement culturel, 2002
- Genre et participation, 2002

Ces Kit Actu', ainsi que les autres publications de BRIDGE, peuvent être téléchargés gratuitement sur le site de BRIDGE à <http://www.bridge.ids.ac.uk>. Des exemplaires imprimés sont en vente sur le portail de la librairie virtuelle de l'IDS à <http://www.ids.ac.uk/ids/bookshop/index.html>, ou auprès de IDS bookshop, Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton BN1 9RE, courriel : bookshop@ids.ac.uk, téléphone : +44 (0) 1273 678269, fax : +44 (0) 1273 621202. Un nombre limité d'exemplaires sont gracieusement mis à disposition des organisations basées dans le sud, sur demande (contacter BRIDGE pour de plus amples informations : bridge@ids.ac.uk).

© Institute of Development Studies juin 2006
ISBN 1 85864 898 X

La version originale (anglaise – Cutting Edge Pack Gender and Budgets) de ce Kit a été publiée en février 2003. Toutes les adresses électroniques fournies dans ce Kit Actu' étaient valides à cette date. Pour accéder aux ressources dont les liens ne seraient plus valides, veuillez contacter directement les éditeurs en vous reportant à la section « réseaux et coordonnées ».

Table des matières

Acronymes	vi
1. Introduction	1
2. Généralités	3
3. Concepts	6
3.1 L'économie reproductive ou économie de soins (care economy en anglais)	6
3.2 Dépenses publiques : utilisation du temps, analyse des bénéficiaires et décentralisation....	8
3.3 Les revenus : étude d'incidence fiscale, droits d'usage, réforme fiscale et mondialisation ...	9
3.4 Droits et reddition comptable	10
3.5 Les liens entre recherche et plaidoyer.....	11
4. Études de cas	14
4.1 Recueils d'études de cas	14
4.2 Expériences locales, régionales et nationales	17
4.2.1 Afrique.....	17
4.2.2 Asie et Pacifique	24
4.2.3 Europe	26
4.2.4 Amérique latine	27
4.2.5 Moyen-Orient.....	29
4.2.6 Amérique du Nord.....	29
4.3 Plaidoyer, processus participatifs et responsabilité.....	29
4.4 Revenus	32
4.5 Les budgets, des instruments au service des droits	36
5. Outils, guides et matériels de formation	39
6. Matériels d'éducation populaire	48
7. Ressources Web	53
8. Réseaux et coordonnées	55
8.1 Afrique.....	55
8.2 Asie et Pacifique	59
8.3 Europe	61
8.4 Amérique latine	65
8.5 Moyen-Orient	66
8.6 Amérique du Nord et Canada	67

Acronymes

AWID	Association for Women's Rights in Development (Association pour les droits des femmes dans le développement)
Asdi	Agence suédoise de développement international
BIGS	Bandung Institute for Government Studies (Institut d'études gouvernementales de Bandoung - Indonésie)
CASE	Community Agency for Social Enquiry (Agence communautaire pour l'enquête sociale - Afrique du Sud)
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CEMT	Cadre économique à moyen terme
CRDI	Centre de recherches pour le développement international (Canada)
CSVR	Centre for the Study of Violence and Reconciliation (Centre pour l'étude de la violence et la réconciliation - Afrique du Sud)
DAWN	Development Through Active Women Networking Foundation (Fondation pour le développement par la création de réseaux de femmes actives - Philippines)
DFID	Ministère du développement international (Royaume-Uni)
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
DSW	Developmental Social Welfare (Protection sociale au service du développement)
DWAF	Ministère de l'eau et des forêts (Afrique du Sud)
FOWODE	Forum for Women in Democracy (Forum des femmes pour la démocratie - Ouganda)
FUNDAR	Centro de Análisis e Investigacion (Centre d'analyse et de recherche - Mexique)
GAP	Gender Advocacy Programme (Programme de plaidoyer en matière de genre - Afrique du Sud)
GED	Genre et Développement
GETNET	Gender Education Training Network (Réseau de formation et d'éducation à la dimension de genre - Afrique du Sud)
GRBI	Gender-responsive budget initiative (Initiative pour des budgets répondant aux préoccupations et aux besoins des femmes)
IBS	Initiative budgétaire sexospécifique/tenant compte des questions relatives à l'égalité des sexes
ICRW	International Center for Research on Women (Centre international de recherche sur les femmes)
Idasa	Institute for Democracy in South Africa (Institut pour la démocratie en Afrique du Sud)
MKSS	Mazdoor Kisan Shakti Sangathan (Association pour le pouvoir des ouvriers et des paysans - Inde)
NCRFW	National Commission on the Role of Filipino Women (Commission nationale sur le rôle des femmes philippines)
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économique
ODI	Overseas Development Institute
ONG	Organisation non gouvernementale
PER	Public Expenditure Review (Bilans des dépenses publiques)
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RU	Royaume-Uni
TAF	The Asia Foundation (Fondation asiatique)
TGNP	Tanzania Gender Networking Programme (Programme de création de réseaux sur le genre en Tanzanie)
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes
UPC	Urban Poverty Coalition (Alliance contre la pauvreté urbaine - Indonésie)
WBI	Women's Budget Initiative (Initiative budgétaire des femmes - Afrique du Sud)
WFTC	Working Families' Tax Credit (Crédit d'impôt aux familles ouvrières)
ZWRCN	Zimbabwe Women's Resource Centre and Network (Réseau et centre de ressources pour les femmes du Zimbabwe)

1. Introduction

Pourquoi une Boîte à outils sur le thème “genre et budgets” ?

Cette *Boîte à outils* complète le *Panorama* "Genre et budgets" en proposant des résumés d'une sélection de ressources qui permettent d'optimiser le rôle des budgets sensibles aux besoins et aux préoccupations des femmes, en tant qu'outils pour progresser vers l'égalité des sexes. La mise en commun des concepts fondamentaux, expliqués de façon simple, d'études de cas menées dans des contextes et situation géographiques divers, d'outils pratiques, de lignes directrices, de matériels de formation, de ressources web et de points de contacts au sein des réseaux constituent des points d'appui pour progresser vers l'objectif final, la formulation d'un budget soucieux de l'égalité des sexes/intégrant la dimension hommes-femmes.

Si vous êtes trop occupé(e)s à mettre en œuvre, concevoir et faire fonctionner des activités pour avoir le temps de lire, cette boîte à outils peut vous apporter des informations concises et accessibles, sur toute une gamme de matériels. Nous espérons que ces ouvrages encourageront la collaboration, le travail en réseau et la mise en commun des ressources. De nombreuses initiatives budgétaires sexospécifiques (IBS¹) n'en sont encore qu'à leurs débuts ; lorsque des matériels n'ont pas encore été publiés, vous trouverez des informations les concernant dans la section Réseaux et coordonnées en fin de brochure.

Comme l'illustre cette *Boîte à outils*, il existe bien des manières de mener un travail sur le thème des budgets sexospécifiques. Le contexte est primordial. Si nous présentons de nombreux exemples d'outils, de lignes directrices et de matériels de formation, il n'y a pas pour autant de recettes magiques et tous ces matériaux doivent être adaptés au contexte de leur mise en œuvre.

Comment cette Boîte à outils s'intègre-t-elle dans le Kit Actu' ?

Cette *Boîte à outils* est un des éléments du *Kit Actu'* « Genre et budgets ». Celui-ci comporte également :

- Un *Panorama* traitant des principaux problèmes d'Helena Hofbauer Balmori (FUNDAR, Mexique) assistée de Debbie Budlender (Community Agency for Social Enquiry - CASE). Helena et Debbie ont participé à la sélection des matériels présentés dans cette *Boîte à outils*.

¹ Le terme « initiative budgétaire sexospécifique » est utilisé dans cette brochure par commodité et parce qu'on le retrouve dans une bonne partie de la littérature consacrée à l'égalité des sexes et au développement. Il s'agit d'initiatives qui, à des degrés et niveaux divers, s'efforcent de tenir compte des disparités socioculturelles entre les hommes et les femmes, des besoins et préoccupations spécifiques de chaque sexe et/ou s'attachent à répondre à un ou plusieurs aspects de la problématique hommes-femmes et aux objectifs de l'égalité des sexes. NdT.

- Un exemplaire du bulletin de BRIDGE *En bref* sur le thème « Genre et budgets », avec au sommaire : une vue d'ensemble (Helena) ; une étude de cas sur les efforts engagés pour rendre le processus de budgétisation participative de Recife (Brésil) sensible à la problématique hommes-femmes (par le Coordinateur chargé des questions féminines de la ville) ; et un article présentant le travail du Programme de création de réseaux sur le genre en Tanzanie (Tanzania Gender Networking Programme (TGNP)) en vue de relier leurs efforts de budgétisation soucieuse de l'égalité des sexes aux processus mis en œuvre dans les Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) et les Bilans des dépenses publiques (Public expenditure Review - PER).

Où trouver ces ressources ?

Nous nous sommes efforcés de donner les adresses électroniques de tous les matériels disponibles en ligne (valides à la date de publication de la version originale en anglais, 2003) et avons diffusé en ligne, avec la permission des auteurs, les ressources qui n'étaient pas déjà en ligne. Nous indiquons également le moyen d'obtenir des versions imprimées en fournissant les coordonnées des organisations et des éditeurs dans la dernière section (Réseaux et coordonnées).

De nouvelles ressources sur les budgets sexospécifiques ne cessent d'être produites. Toutes les ressources de cette Boîte à outils, et d'autres encore, figurent sur le site web Siyanda qui accueillera de nouveaux matériels au fur et à mesure de leur publication. Rendez-vous à la page www.siyanda.org et tapez « budgets » dans la fenêtre de recherche.

Toute sélection de ressources est nécessairement subjective – nous avons demandé l'aide de spécialistes pour faire notre choix dans le large éventail de ressources disponibles et intéressantes. Mais si vous avez le sentiment que nous sommes passés à côté de ressources importantes ou que vous avez récemment produit de nouveaux matériels, n'hésitez pas à nous le faire savoir. En vous rendant sur la page « Contribute » du site Siyanda, vous pouvez ajouter directement ces informations : <http://www.siyanda.org/participate.shtml> , nous envoyer un courriel à siyanda@ids.ac.uk ou écrire à BRIDGE (voir nos coordonnées au dos de cette brochure). Si vous avez des ressources utiles à proposer mais n'avez pas les moyens de les mettre en ligne, BRIDGE peut éventuellement le faire pour vous sur le site Siyanda.

2. Généralités

Budlender, D., Elson, D., Hewitt, G. et Mukhopadhyay, T., (eds), *Gender Budgets Make Cents: understanding gender responsive budgets* (Les budgets sexospécifiques rapportent : comprendre les budgets qui répondent aux besoins et aux préoccupations des femmes), Londres, Secrétariat du Commonwealth, 2002

Texte intégral : http://www.gender-budgets.org/uploads/user-S/11320783651Gender_Budgets_Make_Cents.pdf

Comment parvenir à une meilleure concordance des engagements sociaux et des objectifs économiques ? Cette publication vise à inciter les hauts fonctionnaires gouvernementaux, les responsables politiques, les agences donatrices et les groupes de la société civile à s'engager dans des initiatives budgétaires répondant aux préoccupations et aux besoins des femmes (GRBI - Gender-responsive budget initiative), en démontrant leur valeur en terme d'équité et d'efficacité. En quatre sections, ce livre décrit le cadre conceptuel et théorique, retrace l'évolution de ces initiatives, évalue le rôle des différentes parties prenantes et décrit diverses activités par pays, en faisant ressortir les bonnes pratiques. Les GRBI sont des mécanismes dédiés à l'intégration de la dimension du genre dans les prises de décision relatives aux recettes et aux dépenses publiques, qui peuvent améliorer la définition des politiques et leurs résultats, en termes d'efficacité. Cependant, le caractère technique d'une bonne partie du travail relatif aux GRBI peut masquer la nature politique du processus budgétaire et, du même coup, la nécessité d'adopter des stratégies de plaidoyer. Il est vital d'obtenir un soutien politique, des ministères des Finances et des hauts fonctionnaires des divisions ministérielles concernées, en particulier. Les ministres chargés de la condition féminine ont un grand rôle à jouer dans ce plaidoyer mais manquent souvent d'influence politique pour être un véritable soutien, et ils n'ont pas la capacité d'intervenir dans les problèmes macro-économiques. Il convient de mener des coalitions larges, de créer des indicateurs ventilés par sexe, de développer des outils en vue d'analyser le revenu et de renforcer le travail au niveau sous-national.

Enseignements tirés des GRBI :

- Toutes les GRBI manquent de données ventilées par sexe pour pouvoir réellement concevoir et mettre en œuvre des programmes.
- Le travail d'Asia Foundation en matière de budgets sexospécifiques tire sa force d'un « triangle d'acteurs », composé d'élus progressistes, d'institutions gouvernementales et de coalitions regroupant des ONG et des organisations populaires actives et bien informées.
- Des initiatives aux Philippines et en Afrique du Sud disent s'inspirer de l'expérience de budgétisation sexospécifique australienne mais en ont chacun adapté les concepts de façon très

différente. Il n'existe pas de « formule » en termes d'outils d'analyse budgétaire pour ce travail car « l'initiative doit faire ses preuves sur son propre terrain national » (p. 125).

- Dans l'Initiative budgétaire des femmes sud-africaines, les questions raciales ont pris toute leur place, démontrant la possibilité d'introduire d'autres questions sociales dans les GRBI.
- Si nombre d'agences donatrices ont apporté un précieux soutien aux GRBI, le risque de dépendance financière existe et peut écourter la durée de vie de certains projets.
- Des agences donatrices qui ont soutenu des GRBI ont fait état de l'opposition de leurs collègues, et notamment de ceux qui travaillent sur les questions économiques et réfutent ou ne comprennent pas la nécessité d'introduire les questions sexospécifiques dans la macroéconomie et les stratégies de réduction de la pauvreté.

Recommandations :

- Les indicateurs doivent être ventilés par sexe pour répondre à la question primordiale de savoir « qui bénéficient des résultats ? ».
- Tout ceux (et celles) qui peuvent contribuer de façon significative à rendre les budgets gouvernementaux plus soucieux de l'égalité des sexes doivent être impliqué(e)s dans l'initiative – il est essentiel de créer des coalitions larges.
- Le travail au niveau régional, ou élargi à plusieurs pays, doit être développé pour améliorer la sensibilisation et le renforcement des capacités.
- Il est nécessaire d'élaborer des outils d'analyse du revenu, et d'examiner notamment la fiscalité (directe et indirecte) et le financement des services de base par les usagers, afin de déterminer « qui paye ? ».
- Il convient de développer le travail sur les budgets soucieux de l'égalité des sexes au niveau des délégations gouvernementales sous-nationales – Comme cela s'est fait dans les processus de décentralisation en Inde et au Pérou.
- Toute formation, notamment lorsqu'elle cible les responsables gouvernementaux, doit offrir des lignes directrices et méthodologies claires, et s'inscrire dans une stratégie de mise en œuvre et un effort de renforcement des capacités.
- Les agences donatrices doivent soutenir les activités impulsées au niveau des pays afin que leurs GRBI leur appartiennent en propre.

Voir aussi : Budlender, D., 'The political economy of women's budgets in the South' (L'économie politique des budgets de femmes dans le Sud), *World Development*, Vol 28 No 7, 2000

Elson, D., “Obligation de rendre compte du progrès des femmes : les femmes exigent des résultats”, dans *Le progrès des femmes à travers le monde, 2000. Rapport biennal du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), 2000, chap. 5.*

Texte anglais : http://www.unifem.org/resources/item_detail.php?ProductID=9

Versions espagnole et française : contacter Women.ink (mai 2006), <http://www.womenink.org/>

De quels mécanismes dispose-t-on pour tenir les gouvernements comptables de leurs engagements internationaux en faveur de l'égalité des sexes ? Ces engagements sont-ils adossés à des moyens financiers ? Il est possible de comparer les recettes et les dépenses publiques au degré d'application des engagements pris dans les conférences internationales en faveur de l'égalité des sexes, des obligations inscrites dans les traités de droits humains et des déclarations de politique nationale. L'analyse des budgets selon une perspective de genre permet aux femmes de « suivre l'argent » et de vérifier si les discours gouvernementaux sont réellement suivis d'effet. Ce chapitre présente les concepts et le champ d'application pratique des IBS, décrivant comment elles peuvent venir contribuer à la réussite des programmes dédiés à l'égalité des sexes qui échouent actuellement, faute de ressources suffisantes. Des encadrés offrent des exemples d'initiatives locales, nationales et internationales visant à promouvoir les budgets sexospécifiques, en distinguant ceux qui se placent au sein du gouvernement et ceux qui sont impulsés par des organisations de la société civile. Ils présentent aussi bien le travail transnational du Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM) et les programmes du Secrétariat du Commonwealth, que les initiatives budgétaires des femmes en Australie et en Afrique du Sud, ou des campagnes comme celle du Mazdoor Kisan Shakti Sangathan (MKSS - Association pour le pouvoir des ouvriers et des paysans) pour le droit à l'information en Inde. Des exemples d'outils et d'initiatives en matière de formation sont également fournis comme les outils de Diane Elson ou les programmes d'éducation en Afrique du Sud, au Canada et en Tanzanie. Ce chapitre formule également quelques considérations générales sur la localisation des IBS, et l'importance du plaidoyer, des connaissances techniques et d'obtenir le soutien conjugué du gouvernement et de la société civile.

3. Concepts

3.1 *L'économie reproductive ou économie de soins (care economy en anglais)*²

Elson, D., 'Gender-neutral, gender-blind, or gender-sensitive budgets? Changing the conceptual framework to include women's empowerment and the economy of care' (Budgets "neutres", "hermétiques" ou "sensibles" à la problématique hommes-femmes ? Transformer le cadre conceptuel pour inclure l'autonomisation des femmes et l'économie de soins), in *Gender Budget Initiative – Background Papers*, Londres, Secrétariat du Commonwealth, 1999

Texte intégral : <http://www.bellanet.org/grbi/docs/BrochureElsonPapers.pdf?OutsideInServer=no>

Comment et pourquoi un budget national dans un secteur comme l'éducation peut-il privilégier les garçons au détriment des filles ? Et comment se servir du budget pour le mettre au service de l'égalité des sexes dans les écoles ? Un des moyens évoqués est de créer un tableau ou « cadre » pour mieux comprendre le budget, ce qu'apportent les gens à l'économie, et ce qu'ils attendent d'elle. Elson explique que les budgets sont considérés comme « neutres en termes de genre » (gender-neutral) alors qu'ils y sont en fait « hermétiques ou indifférents » (gender-blind). Le budget ne parvient pas à intégrer les différences socioculturelles entre les hommes et les femmes, en terme de rôles, de responsabilités, d'accès aux ressources. Cette lacune aggrave les discriminations à l'égard des femmes et leur dépendance. L'une des principales carences des budgets est l'absence de prise en compte de l'économie reproductive, ou économie de soins, et des recommandations suggèrent divers moyens d'apprécier ou de mesurer ce travail et de l'inclure dans le budget. De nouveaux modes de collecte et de présentation des données serait alors nécessaires, ainsi qu'une focalisation sur des domaines économiques situés en dehors des sphères traditionnellement associées au travail de budgétisation. Il est indispensable de faire évoluer notre vision des modèles macro-économiques, en repensant les rapports qui s'établissent entre différents secteurs de la vie économique, tels que les secteurs publics et privés, la sphère domestique et les économies formelles et informelles.

² Le concept de "care economy" renvoie au domaine de l'économie sociale et familiale. Il englobe l'ensemble des prestations de soins, par lesquelles une personne ou un groupe de personnes s'occupe d'une ou plusieurs autres personnes. Il renvoie donc à l'ensemble des responsabilités familiales (garde et éducation des enfants, soins aux malades et aux aînés...) et sociales (bénévolat au service de la communauté, entraide...) et au travail, généralement non rémunéré, (tâches ménagères, collecte d'eau et de bois, démarches administratives...) qui y est associé, et sans lequel la force de travail ne peut survivre, se reconstituer, se former, etc. En ce sens, il est souvent traduit par les termes "économie reproductive" ou "économie de soins" et inclut, dans son sens le plus large, les prestations sociales (système éducatif, protection maternelle et infantile, aide et soins à domicile...) rémunérées ou non, gratuites ou payantes, dont cette économie est tributaire. NdT

Les modèles économiques actuels sont construits sur la base du ménage. Or, le ménage est considéré comme un *consommateur* de biens et de services publics et non comme un *producteur* contribuant notablement, par son activité et ses ressources, aux économies tant publique que privée. La contribution des femmes à l'économie se situe en grande partie dans cette zone de production masquée qui englobe le travail reproductif, bénévole, ou les activités de la société civile, la production de subsistance et le travail du secteur informel. Parce qu'invisible, cette activité est non seulement sous-estimée ou mal évaluée mais encore souvent exclue du Produit national brut (PNB) et généralement négligée lors des prises de décision politiques. « L'économie reproductive » ou « de soins » est le travail fourni, généralement dans la sphère domestique, qui permet à la force de travail de se reconstituer : de se nourrir, s'habiller et d'élever la main-d'œuvre future, afin que la société puisse continuer de fonctionner. Les estimations montrent que la valeur du travail non rémunéré peut représenter plus de la moitié du produit intérieur brut (PIB) d'un pays. Négliger l'économie reproductive peut avoir de graves conséquences pour la société et sa productivité, car c'est négliger le sort de sa ressource la plus importante – les Hommes.

Recommandations :

- Établir un budget parallèle ou des « comptes satellites » en vue d'évaluer et d'essayer de quantifier la valeur de la production non rémunérée dans l'économie reproductive. Ceux-ci envisageraient le travail reproductif en termes de valeur commerciale et feraient apparaître de manière plus explicite la division du travail qui le sous-tend. Ils contribueraient également à envisager la notion de viabilité en termes d'apport à la société ainsi qu'à l'économie.
- Investir dans l'économie sociale et familiale. Il s'agit d'étoffer l'offre de services publics gratuits comme la santé et l'éducation. Il convient également d'intégrer une compréhension du rôle des femmes dans cette économie et d'adapter les politiques en conséquence – en organisant par exemple la gratuité des services de base aux points de distribution.
- Compiler des données ventilées par sexe de toute l'activité économique avant de les répartir dans une « matrice de comptabilité sociale ». Ceci afin de mieux illustrer comment et pourquoi l'activité économique des femmes est souvent sous-évaluée ou non mesurée. Les données doivent être collectées sur les écarts de revenu, de dépense et de financement public *au sein des ensembles* « ménages » et « entreprises » et *entre eux*, ainsi qu'au sein des secrétariats et ministères gouvernementaux.

3.2 Dépenses publiques : utilisation du temps, analyse des bénéficiaires et décentralisation

Eşim, S., 'Public expenditure' (Dépenses publiques) in Eşim, S., 'Impact of government budgets on poverty and gender equality', (Impact des budgets nationaux sur la pauvreté et l'égalité des sexes), document préparé pour l'atelier inter-organisations « Améliorer l'intégration du genre dans les budgets nationaux » (Inter-Agency Workshop on Improving the Effectiveness of Integrating Gender into Government Budgets), Secrétariat du Commonwealth, Marlborough House, Londres, 26–27 avril 2000

Texte intégral : www.siyanda.org/docs/future_direction.doc (section 2)

Présentation au format PowerPoint : www.siyanda.org/docs/future_budgets.ppt

L'analyse de l'incidence des prestations et les études sur l'utilisation du temps sont deux outils servant à analyser l'impact des dépenses publiques sur la pauvreté et l'inégalité entre les sexes. L'analyse de l'incidence des prestations sur les bénéficiaires rapproche le coût de provision d'un service donné à l'utilisation qui en est faite par les ménages riches et pauvres. L'inégalité entre les sexes est estimée au moyen de données ventilées par sexe. Ceci permet d'évaluer le transfert de ressources des services fournis aux hommes *et* aux femmes dans les foyers riches *et* pauvres. Cet outil a toutefois quelques limites dont le manque de données et la difficulté de définir précisément le coût unitaire des services. Simel Eşim conseille d'améliorer cet outil en travaillant avec diverses agences gouvernementales à l'élaboration des bases de données nécessaires, et de compléter l'analyse de l'incidence des prestations sur les bénéficiaires par d'autres méthodes pour une analyse plus exhaustive. Les études sur l'utilisation du temps servent à mesurer le travail non rémunéré et informel afin que ce travail soit pris en compte dans les politiques nationales économiques et de gestion des ressources humaines, et dans les priorités budgétaires. Les études sur l'utilisation du temps ont montré que le pari des hommes politiques de compter sur le travail non rémunéré des femmes pour compenser les coupes budgétaires dans les services publics compromet, à la longue, leur viabilité. Il faut engager davantage de moyens pour impulser des études relatives à l'utilisation du temps et s'en servir pour influencer les décisions budgétaires. La décentralisation complique encore l'incorporation des problèmes de l'égalité des sexes dans les processus et décisions de financement public, et notamment la création d'un environnement propice à la participation des femmes et des hommes. Une solution serait d'étudier quels types de structures institutionnelles sont le mieux à même d'encourager la participation locale dans l'élaboration des budgets et des stratégies macro-économiques.

3.3 Les revenus : étude d'incidence fiscale, droits d'usage, réforme fiscale et mondialisation

Eşim, S., 'Revenues' in Eşim, S., 'Impact of government budgets on poverty and gender equality' (Impacts des budgets nationaux sur la pauvreté et l'égalité des sexes), document produit pour l'Atelier inter-organisations sur l'amélioration des résultats en matière d'intégration du genre dans les budgets publics (Inter-Agency Workshop On Improving the Effectiveness of Integrating Gender into Government Budgets), Secrétariat du Commonwealth, Marlborough House, Londres, 26–27 avril 2000.

Texte intégral : www.siyanda.org/docs/future_direction.doc (section 3)

Format PowerPoint: www.siyanda.org/docs/future_budgets.ppt

Les recettes (impôts, droits d'usage, mécénat) ne sont souvent examinées que par des organisations commerciales qui ne s'intéressent pas au domaine de la pauvreté ou de l'équité sexuelle. Les études d'incidence fiscale peuvent être utilisées pour explorer les différents aspects des systèmes fiscaux qui peuvent être exploités dans les initiatives budgétaires soucieuses de l'égalité des sexes et des populations pauvres. Des études ont montré que les impôts directs sur le revenu pèsent plus lourdement sur les hommes en raison de leurs revenus supérieurs. Les impôts indirects, sur la consommation par exemple, touchent particulièrement les femmes et les pauvres – les femmes, en raison de leur plus grand rôle dans la gestion du budget familial. Le manque de données, ventilées par sexe notamment, constitue un obstacle majeur à l'analyse de l'incidence fiscale ventilée par sexe. Les redevances individuelles représentent une alternative au financement des services publics par l'impôt mais sont contre-performantes en termes d'équité, entraînant même une réduction de l'utilisation de services. Il est nécessaire d'approfondir les recherches pour déterminer l'incidence des droits d'usage sur les hommes et les femmes. Il convient également d'étudier plus avant les expériences internationales en matière de réformes fiscales susceptibles de stimuler l'activité économique, de promouvoir l'efficacité et une distribution équitable des ressources. Les réformes fiscales inscrivent rarement l'égalité des sexes au rang de leurs engagements. L'analyse de nouvelles études de cas nationales s'impose pour mieux saisir l'orientation des réformes et leur impact sur les femmes.

3.4 Droits et reddition comptable

Norton, A. et Elson, D., *What's Behind the Budget? Politics, rights and accountability in the budget process* (Que recouvre le budget ? Politiques, droits et responsabilité dans le cadre du processus budgétaire, Overseas Development Institute (ODI), Londres, 2002

Texte intégral : www.odi.org.uk/pppg/publications/books/budget.pdf

Peut-on se servir des processus budgétaires pour revendiquer des droits et demander des comptes aux gouvernements ? Qui a le pouvoir de déterminer qui reçoit des fonds publics, et quelles sommes ? Bien que souvent considérés comme de simples instruments techniques, les budgets sont en fait un processus politique. Partant de ce principe, les auteurs montrent comment une approche axée sur les droits peut rendre la gestion des fonds publics plus efficace en termes de réduction de la pauvreté et des disparités sexuelles. L'ouvrage commence par un guide détaillé du processus budgétaire, de la gestion des fonds publics et de ses politiques, puis examine les approches conceptuelles du traitement des droits humains, des prestations obligatoires, de la responsabilité politique et de la citoyenneté au travers du processus budgétaire. Sept facteurs sont identifiés, qui renforcent le contrôle citoyen et participent à l'adoption d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes et du sort des plus démunis dans le budget :

- Un cadre constitutionnel et une culture politique orientée vers la citoyenneté et les droits comme en Inde, en Afrique du Sud et en Ouganda.
- Un système où les politiques s'affrontent sur des thèmes précis comme au Brésil, au Rajasthan (Inde) et en Afrique du Sud.
- Des ressources fiscales suffisantes pour la provision à grande échelle de services de base comme au Brésil, en Inde et en Afrique du Sud.
- Un cadre d'objectifs politiques clairement défini, aligné sur une vision de la société qui ait le souci de la justice sociale, et un contrôle des objectifs politiques par les citoyens.
- Des systèmes transparents de consignation et de communication des décisions et des dépenses.
- Une société civile active et engagée, capable d'accéder aux informations, de produire des analyses et de demander des comptes au gouvernement.
- Des citoyens actifs et informés, capables de revendiquer l'accès aux services auxquels ils ont droit et de demander des comptes aux fournisseurs de services et aux responsables politiques.

3.5 Les liens entre recherche et plaidoyer

VeneKlasen, L., 'Some research gaps in gender budget work from an advocacy perspective' (Les lacunes de la recherche dans le travail budgétaire, en termes de plaidoyer), notes pour un exposé dans le cadre de l'atelier du Centre de recherche internationale sur les femmes (International Center for Research on Women (ICRW)) : Engendering Macroeconomics, International Trade, and Public Finance (Intégrer le genre dans la macroéconomie, le commerce international et les finances publiques), 13 mai, 2002

Texte intégral :

<http://www.siyanda.org/search/summary.cfm?NN=922&ST=SS&Keywords=uganda&Subject=0&donor=0&langu=E&StartRow=1&Ref=Adv>

Les initiatives budgétaires sexospécifiques accordent-elle trop d'attention à la production de documents de recherche et de politique de qualité ? Ce document se penche sur les efforts déployés dans le cadre des budgets sexospécifiques sous l'angle du plaidoyer, affirmant que les budgets sont constitués à 90 % de politique et à 10 % d'informations. Il avance que la participation et la citoyenneté informée devraient constituer un élément central de la conception et de la mise en œuvre de tout travail budgétaire, pour des décisions budgétaires plus démocratiques et équitables. Encourager les groupes à nouer des alliances larges et à revendiquer non seulement des moyens mais aussi des droits, est un premier pas vers l'application réelle de politiques comme celles sur l'héritage et la violence conjugale. Les efforts financés par la Fondation asiatique (Asia Foundation) en Ouganda, aux Philippines et en Indonésie ont permis d'expérimenter diverses méthodes de recherche participative et d'action en vue de renforcer la stratégie politique et le caractère autonomisant de l'analyse budgétaire. Pour que la recherche serve le plaidoyer, elle doit traiter des problèmes concrets et être synthétisée, simplifiée et adaptée aux besoins des défenseurs de la cause des femmes, afin qu'ils puissent formuler des revendications politiques claires.

Divers obstacles et insuffisances de la recherche peuvent être identifiés sur le front du plaidoyer :

- Il est difficile de définir un objectif commun pour la recherche et l'action car les chercheurs et les militants/intervenants ont des approches différentes voire contradictoires du travail budgétaire. Les activistes prendront plutôt des problèmes concrets pour point d'entrée, tandis que les chercheurs éliront plutôt la théorie, la politique ou les recherches et analyses existantes.
- Les recherches et analyses trop longues et trop compliquées perdent de leur intérêt dans les stratégies de plaidoyer. Le manque d'exemple sur le fonctionnement concret des budgets peut rebuter les militants.
- Les efforts en matière de budgets sexospécifiques aboutissent rarement à la formulation de propositions et de revendications politiques concrètes. Les stratégies de plaidoyer ont besoin

d'exemples concrets de recommandations et d'une vision claire des avantages et des inconvénients des différentes alternatives.

- Le manque de données fondamentales ventilées par sexe sur des problèmes spécifiques empêche les groupes de relier l'analyse d'un problème à une solution politique et ce qu'elle implique en terme de budget.
- L'idée fausse et répandue que les efforts en matière de budgets sexospécifiques consistent à allouer des fonds spéciaux aux femmes fait obstacle à l'analyse de l'ensemble des dépenses publiques, et à la construction d'alliances plus vastes contre les discriminations sexuelles inscrites dans le budget.
- Le « suivi de l'argent » pour rassembler des informations sur les dépenses budgétaires est un point d'entrée pratique pour les organisations de base et de défense des droits qui réclament la mise en œuvre de services publics promis mais non fournis.
- Le manque de travaux sur les recettes budgétaires place les défenseurs de l'égalité des sexes en situation de vulnérabilité face aux arguments - et à la réalité - , que les ressources sont maigres et que les gouvernements ne peuvent pas faire plus.
- Les défenseurs des budgets sexospécifiques risquent de se perdre en conjectures sur le détail des postes budgétaires et de perdre de vue les insuffisances et les erreurs de la pensée et de la planification macro-économiques, et l'exigence d'une réforme plus vaste.

Recommandations en vue de combler le fossé entre la recherche et les besoins des militants/intervenants :

- Les chercheurs et militants doivent être impliqués dans un partenariat à égalité, qui reconnaisse l'importance et le caractère distinct de leurs savoir-faire. L'analyse budgétaire doit être centrée sur un thème ou un problème et il convient d'employer des méthodes d'action-recherche participative, afin que les citoyens et les militants soient engagés directement dans la collecte et l'analyse des informations.
- Les études et analyses doivent être rendues accessibles par des résumés, listes à puces, tableaux et comparaisons simples, reliant les conclusions de l'étude aux problèmes concrets et aux différentes politiques possibles.
- Il convient d'utiliser des exemples tirés de la vie réelle pour mieux illustrer les choix budgétaires sous l'angle du genre et leurs avantages et inconvénients.
- Les chercheurs et les défenseurs de l'égalité des sexes doivent œuvrer de concert pour pousser les gouvernements à rassembler des données ventilées par sexe et les publier.
- Lorsque les partenaires auront compris l'importance de l'analyse sexospécifique dans le travail budgétaire, ils percevront également son utilité dans tous les efforts d'inclusion sociale. Il importe de concevoir des moyens de promouvoir le travail budgétaire en le distinguant bien des stratégies de discrimination positive à l'égard d'un groupe spécifique.

- Les groupes ont besoin de conseils et d'instruments simples pour suivre et contrôler les dépenses budgétaires et remonter de leur problème concret à une politique puis un budget et comprendre ce qui a échoué.
- Les chercheurs rendraient un grand service aux efforts de plaidoyer en analysant comment les choix et décisions sont influencés, non seulement par les faits, mais aussi par les intérêts et conflits catégoriels qui s'expriment dans le processus politique.
- Il est besoin de développer de nouveaux outils, exemples, et analyses relatifs au volet "recettes" du budget, afin d'armer les stratégies de plaidoyer face aux arguments qui leur sont opposés dans ce domaine.
- L'analyse budgétaire sexospécifique doit être reliée à la pensée macro-économique et promouvoir un vaste programme de réformes, visant à renforcer la participation citoyenne, démocratiser les prises de décisions et revoir le principe même des calculs budgétaires.

4. Études de cas

4.1 Recueils d'études de cas

Budlender, D. et Hewitt, G. (eds), *Gender Budgets Make More Cents: country studies and good practice* (Budgets sensibles à la dimensions hommes-femmes : un concept très payant : études de pays et bonnes pratiques), Londres, Secrétariat du Commonwealth, 2002

Texte intégral : <http://www.idrc.ca/uploads/user-S/11271631831Budlender & Hewitt-Gender Budgets Make More Cents.pdf>

Les initiatives budgétaires sexospécifiques : pourquoi, où et comment ? S'appuyant sur les généralités exposées dans *Gender Budgets Make Cents*, ce volume d'études de cas rend compte des défis et opportunités que divers intervenants en Afrique, Amérique latine, Asie de l'Est et du Sud-est, Europe et dans le Pacifique, ont pu rencontré dans leur travail budgétaire sexospécifique. Cet ouvrage montre que s'il est important d'apprendre des autres initiatives, il n'y a pas une seule et unique façon de mener un travail dans le domaine des budgets sexospécifiques ; les initiatives « qui marchent » ont toute été adaptées au contexte social, culturel, politique et économique. Si toutes les initiatives se fixaient pour ultime objectif l'intégration de la dimension du genre dans tous les aspects du budget gouvernemental, elles ont souvent choisi de rétrécir leur champ d'action, en se concentrant par exemple sur des secteurs particuliers ou des dépenses ciblées en fonction de critères sexospécifiques. Les agences internationales ont également un rôle à jouer dans la promotion du travail budgétaire sexospécifique, comme l'illustre le chapitre consacré au Secrétariat du Commonwealth. Cependant, les initiatives étaient et doivent rester la propriété des parties prenantes nationales.

Outre les Philippines, le Rwanda et le Royaume-Uni, l'ouvrage présente des initiatives menées dans les régions suivantes :

Région andine : l'UNIFEM a impulsé un programme impliquant plusieurs pays, où des petites équipes de chercheurs ont mené six exercices budgétaires sexospécifiques dans des circonscriptions de l'Équateur, la Bolivie et le Pérou. À Villa El Salvador (Pérou), le plan décennal de développement a été analysé sous l'angle de la problématique hommes-femmes et le manque de soutien de la part de la municipalité oblige à trouver de nouveaux points d'entrée.

Australie : si le gouvernement s'est détourné des efforts de budgétisation sexospécifique formelle, des succès ont été remportés à Victoria dans le cadre d'audits en terme de genre au niveau communautaire.

Corée : en 2001, l'ONG WomenLink a entrepris d'analyser l'impact en termes de genre des politiques touchant aux femmes dans sept municipalités. Les participants ont rapporté qu'ils se sentaient plus à l'aise pour aborder les processus régionaux d'élaboration des politiques en direction des femmes.

Mexique : la force de l'initiative repose sur la collaboration d'un grand nombre d'acteurs aux compétences complémentaires. L'année 2001 a vu l'implication des machineries chargées de l'égalité des sexes au niveau sous-national et national.

L'Écosse : l'administration nouvellement dévolue a créé des espaces permettant aux groupes de femmes d'intervenir dans le processus d'élaboration des politiques publiques et de garantir que la dimension du genre soit bien inscrite dans les priorités budgétaires.

Leçons tirées de ce recueil :

- Les changements politiques majeurs peuvent fournir des points d'entrée aux IBS comme cela a été le cas en Écosse, au Royaume-Uni, en Afrique du Sud et au Rwanda.
- Dans les initiatives impliquant plusieurs pays, comme la région andine, les approches adoptées ont été très différentes d'un pays à l'autre et au sein même des pays, confirmant qu'il n'y a pas de schéma unique à suivre à la lettre.
- Plutôt que de s'attaquer d'emblée à l'ensemble du budget, il peut être indiqué de commencer par se concentrer sur un domaine particulier, comme cela s'est fait en Corée et aux Philippines.
- Bien que l'ultime objectif soit la formulation du budget dans le souci de l'égalité des sexes, les efforts déployés pour y parvenir peuvent être un moyen de renforcer la démocratie, la participation de la société civile et la responsabilité des élus.
- Il est crucial d'engager de multiples parties prenantes, comme l'indique l'échec de l'initiative intra-gouvernementale en Australie. Les initiatives du Secrétariat du Commonwealth ont aussi montré l'importance d'impliquer la société civile et non uniquement les gouvernements.
- La plupart des travaux engagés s'intéressent davantage aux dépenses qu'aux revenus, à l'exception principalement du Royaume-Uni et de l'Afrique du Sud. Dans ce dernier pays, cependant, il a été difficile de faire comprendre l'intérêt du plaidoyer sur les questions de revenus.
- Il importe de sensibiliser les hauts fonctionnaires gouvernementaux et les membres de la société civile à la nécessité d'envisager le budget sous l'angle du genre, mais cela ne suffit pas. L'évolution des attitudes doit s'accompagner de ressources adéquates et des compétences indispensables pour s'en servir.
- Si les agences internationales peuvent jouer un rôle à tous les niveaux de gouvernement, il n'en demeure pas moins important que les pays soient propriétaires de leurs initiatives.

Çagatay, N., Keklik, M., Lal, R. et Lang, J., 'Budgets as if people mattered: democratising macroeconomic policies' (Des budgets au service des gens : démocratiser les politiques macro-économiques), Documents de conférence du PNUD, New York, PNUD, 2000

Texte intégral :

http://www.bridge.ids.ac.uk/gender_budgets_cd/Budgets%20CD%20subsection%204.1/4.1b%20budgets%20as%20if%20people%20mattered.pdf

Comment démocratiser les cadres de politique macro-économique pour prendre en compte les voix et les intérêts des femmes et des pauvres ? Dans la plupart des pays, les simples citoyens, et particulièrement les femmes et les hommes pauvres, n'ont pas leur mot à dire dans le choix du mode de collecte des recettes publiques et des dépenses auxquelles elles sont affectées. Une alternative possible est la budgétisation centrée sur les personnes. Il s'agit de formuler les budgets de manière à la fois participative et transparente, deux éléments importants de la bonne gouvernance. Ce rapport de conférence rassemble des initiatives budgétaires centrées sur les individus, favorables aux pauvres (Inde, Porto-Alegre au Brésil, Bangladesh et Canada) et sensibles à la dimension hommes-femmes (Australie, Philippines et Afrique du Sud), dans le monde entier. Ces initiatives ont ouvert un débat public sur les inégalités entre les sexes et la pauvreté et ont montré comment l'expression et les préoccupations des femmes et des populations pauvres pouvaient influencer les budgets publics. Elles ont souvent permis d'optimiser la collecte des revenus et les dépenses publiques et ont réduit la corruption en améliorant la transparence et la reddition comptable dans les finances publiques.

Holvoet, N., « La prise en compte des sexospécificités dans la budgétisation : une vision globale pour renforcer la gestion économique et financière, rapport de conférence », Conférence de haut niveau UNIFEM-OCDE-Conseil Nordique-Gouvernement belge, Bruxelles, 16–17 Octobre 2001, 2002

http://www.bridge.ids.ac.uk/gender_budgets_cd/Budgets%20CD%20subsection%204.1/4.1c%20Gender%20budget%20initiatives%20UNIFEM%20link%20for%204.4f.pdf

Cette conférence a débattu de l'augmentation significative du nombre de budgets sexospécifiques et de leurs avancées dans le monde entier. Y assistaient des ministres, des experts et des acteurs de la société civile issus de 43 pays. Le rapport définit les objectifs fondamentaux d'efficacité, d'égalité et de responsabilité et souligne le rôle des budgets sexospécifiques dans l'analyse du contenu et du processus budgétaire lui-même. Le rapport rassemble divers documents d'experts, de représentants des gouvernements et d'organisations internationales, présentés à la conférence. Les séances ont porté sur l'environnement et le contexte, les outils et approches, les enseignements tirés et les défis à relever. Des exposés ont également présenté le travail de l'UNIFEM, du Secrétariat du Commonwealth et du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) en faveur des initiatives

budgétaires sexospécifiques. Le rapport de conférence cite également le communiqué de presse de la conférence, qui propose une vision globale pour les initiatives budgétaires sexospécifiques et réitère l'engagement des états à entreprendre de telles initiatives et les compléter d'ici 2015. Les documents individuels – dont les études de cas de l'IBS tanzanienne et le travail récemment entrepris en Inde à la faveur des processus de décentralisation – sont disponibles sur le site Web :

www.dgic.be/eng/txt/themes/gender/unifem/content.html

N.B. : L'UNIFEM vient de publier le document officiel de la conférence. Il sera disponible sur le site Web de l'UNIFEM (voir la section Réseaux et coordonnées) et le site de l'Initiative budgétaire « Gender Responsive Budget Initiative » (voir les Ressources Web). Référence : UNIFEM, *Gender Budget Initiatives: strategies, concepts and experiences* (Initiatives budgétaires sexospécifiques : stratégies, concepts et expériences), documents de la Conférence internationale de haut niveau « La prise en compte des sexospécificités dans la budgétisation : une vision globale pour renforcer la gestion économique et financière », UNIFEM, New York.

4.2 Expériences locales, régionales et nationales

4.2.1 Afrique

Budlender, D. (ed.), *The [First] Women's Budget (Le [premier]budget des femmes) Institute for Democracy in South Africa – Idasa, Creda Press, Le Cap, 1996*

Cet ouvrage présente l'Initiative budgétaire des femmes (Women's Budget Initiative (WBI)) en Afrique du Sud : l'idée, le principe, l'approche théorique et le contexte politique. Il examine les répercussions des principaux programmes gouvernementaux dans la vie des femmes, relativement aux hommes, et fournit des statistiques sur la position défavorisée des femmes en Afrique du Sud. Il explore l'impact économique de la division sexuelle du travail sur les femmes et le rapproche des décisions budgétaires dans le domaine de l'emploi, des prestations sociales, du logement, de l'éducation, des services publics et de la fiscalité. Ce livre est en vente et diffusé par Idasa : www.idasa.org.za/m_main.php?view=7

Budlender, D. (ed.), *The Second Women's Budget (Deuxième budget des femmes), Le Cap, Idasa, 1997*

Cette publication met en évidence les récentes évolutions de la structure et des procédures gouvernementales en Afrique du Sud, et notamment l'instauration d'une machinerie chargée des questions relatives à la promotion de la femme et à l'égalité des sexes et d'un processus de réforme budgétaire. Elle fait le point sur la réflexion en matière de politiques économiques sensibles à la

dimension de genre, et formule des propositions pour intégrer le genre dans le processus budgétaire (comment et où ?). La seconde partie de l'ouvrage analyse en détail les dotations budgétaires de différents ministères (santé, affaires foncières, agriculture, prévention et sécurité, justice et services pénitentiaires, transports, énergie et intérieur) et leur impact différent sur les hommes et les femmes. Livre disponible à la vente, contacter Idasa : www.idasa.org.za/main.php?view=7

Budlender, D. (ed.), *The Third Women's Budget (Troisième budget des femmes)*, Le Cap, Idasa, 1998

En introduction, trois chapitres analysent l'évolution politique et sociale de l'Afrique du Sud, les politiques budgétaires en cours, les processus de planification et de réforme, les perspectives de la machinerie chargée des questions de genre et d'égalité des sexes et l'évolution de l'initiative budgétaire des femmes elles-mêmes. Un cadre est proposé, qui replace les questions de l'équité sexuelle dans le contexte des relations fiscales qui s'établissent entre les différents niveaux de gouvernement, conscient de l'importance, dans un système aussi décentralisé, d'analyser les budgets provinciaux ou municipaux, comme les dotations budgétaires nationales. Les budgets de quatre ministères placés sous la direction du Ministère des finances sont analysés selon une perspective de genre. Le reste de l'ouvrage examine certaines dotations budgétaires des ministères gouvernementaux et l'impact qu'elles peuvent avoir en termes de genre, à savoir : les travaux publics ; les entreprises publiques ; les communications ; l'art ; la culture ; les sciences et technologies ; les sports et loisirs ; les changements constitutionnels ; la défense ; l'eau et les forêts ; l'environnement et le tourisme (soit les dotations qui n'avaient pas été analysées dans le premier et le deuxième livret du Budget des femmes). Enfin, l'ouvrage analyse les dotations budgétaires du Parlement, des Services du Président et du Vice-président, des Services de communications sud-africains et des neuf principaux ministères. Le volume s'achève par des recommandations sur la conduite d'études futures sur les collectivités locales et l'influence des donateurs sur la budgétisation soucieuse de l'égalité des sexes.

Livre en vente auprès de Idasa: www.idasa.org.za/main.php?view=7

Budlender, D. (ed.), *The Fourth Women's Budget (Quatrième budget des femmes)*, Idasa, Le Cap, 1997

Les femmes bénéficient-elles pleinement des dépenses consacrées aux services municipaux ? Ce quatrième budget des femmes s'intéresse cette fois au niveau local en Afrique du Sud. Il examine si et comment les services sont fournis, quelles dépenses sont prioritaires et l'impact de la politique de revenu et des dépenses sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons dans cinq communes différentes. Si les services à l'échelon local sont susceptibles d'alléger le poids du travail domestique et non rémunéré des femmes et de leur faciliter généralement la vie, toutes les municipalités étudiées n'étaient pas en mesure de fournir ne serait-ce que des services de base à l'ensemble de la population. En dépit de certains progrès en termes d'incorporation des questions de l'égalité des sexes dans la

politique municipale et ses priorités de financement, les retards dans la provision de services essentiels comme l'eau, l'assainissement, l'électricité, l'enlèvement des ordures, les routes et les transports vers les zones rurales, ont en partie affecté la vie des femmes pauvres et de ceux dont elles ont la charge. L'ouvrage comporte en outre une analyse des emplois créés et un chapitre est consacré aux sommes allouées aux communes par les donateurs, analysées selon une perspective de genre.

Cinq municipalités (sur 840) ont été examinées, soigneusement sélectionnées pour refléter la diversité des communes, petites et grandes, rurales et urbaines, situées dans des zones métropolitaines ou d'anciens bantoustans. En tant que secteurs engageant des fonds importants et/ou ayant de fortes implications en termes de genre, les chercheurs ont étudié principalement l'eau, l'assainissement, l'électricité et l'enlèvement des ordures dans les villes de Lusikisiki, Greater Middelburg, Port Elizabeth, Greater Lebowakgomo et Le Cap. L'analyse sexospécifique des budgets comportait l'examen des dépenses spécifiquement consacrées à divers aspects de la problématique hommes-femmes, à l'égalité des chances ou à la discrimination positive et aux gros des dépenses restantes (parfois appelées dépenses « courantes »). L'analyse des budgets municipaux s'est heurtée à un plusieurs obstacles, comme la complexité des relations entre les différents niveaux de gouvernement, dont le partage des responsabilités avec d'autres sphères gouvernementales (administrations cantonale, régionale ou nationale).

Conclusions :

- Certaines municipalités se sont efforcées d'introduire les questions de l'égalité des sexes dans la gestion municipale et ses priorités budgétaires (comme à Port Elizabeth, et dans le choix de financer en priorité l'eau et les crèches à Lusikisiki).
- dans les zones rurales, où la pauvreté est généralement plus grande, la gestion municipale est souvent insuffisamment développée et les coûts de fonctionnement des services sont bien plus élevés.
- Les municipalités les plus pauvres ont fait leur possible pour fournir un ensemble délimité de services de base mais sans atteindre l'ensemble des citoyens. À Lusikisiki, il n'y avait pas de services d'enlèvement des ordures, ce qui ne pouvait manquer d'avoir un impact sur les dépenses de santé (et le temps que les femmes passent à s'occuper des membres malades de leur famille).
- Les municipalités les plus riches étaient en mesure d'offrir une vaste gamme de services, qui seraient passés pour un luxe aux yeux des municipalités les plus pauvres.
- Malgré l'engagement de fournir à tous un niveau égal de prestation, au Cap, les questions raciales ont relégué la problématique hommes-femmes au second plan. S'attacher à améliorer l'éclairage public rendrait les rues plus sûres pour les femmes et réduirait l'incidence des viols.
- Il est apparu que toutes les municipalités ne consultaient pas assez les femmes pour savoir quelles étaient leurs priorités.

Pour en savoir plus sur les facteurs qui gênent l'analyse des budgets municipaux en Afrique du Sud, se reporter au panorama « Genre et budgets ».

Livre en vente auprès de Idasa: www.idasa.org.za/main.php?view=7

Diop-Tine, N., 'Rwanda: Translating government commitments into action', in Budlender, D. and Hewitt, G. (eds), *Gender Budgets Make More Cents: Country studies and good practice (Budgets sensibles à la dimension hommes-femmes : un concept très payant – études et bonnes pratiques)*, Londres, Secrétariat du Commonwealth, 2002

Texte intégral : www.bellanet.org/grbi/docs/GBMMC.pdf?OutsideInServer=no

Dans le cadre de la reconstruction après le génocide, le Gouvernement d'unité nationale et de réconciliation rwandais s'est engagé à lutter contre les disparités sexuelles au travers de son Plan d'action national pour la promotion de la femme et de sa Politique nationale pour l'égalité des sexes. L'IBS rwandaise est intégrée au Ministère de l'égalité des sexes du gouvernement et s'attache à examiner les cadres de politique existants comme les DSRP, les Cadres économiques à moyen terme (CEMT) et le programme national rwandais « Vision 2020 ». L'IBS a pris forme dans les ateliers préliminaires organisés par le Ministère de la promotion de la femme, auquel assistaient des personnalités du Ministère des finances, des ministères associés et des organisations de femmes. Le débat entre ces diverses parties prenantes doit se poursuivre tout au long de l'initiative. Des ateliers de formation ont ensuite été organisés à destination des agents du Ministère des finances et des ministères associés, des organisations non gouvernementales et des agents municipaux. Une phase pilote, de 2002 à 2004, est programmée, visant une sélection de ministères comme l'Agriculture, l'Éducation, l'Eau et l'Énergie. Les agents des ministères recevront une assistance régulière pour mettre le budget de leur ministère au service de l'égalité des sexes. L'initiative rwandaise bénéficie de plusieurs atouts : une volonté politique affirmée, un personnel des ministères sensibilisé à la dimension de genre, un pilotage ministériel à travers le Ministère de l'égalité des sexes, doublé d'une étroite collaboration entre ce dernier et le Ministère des finances. Cependant, l'initiative pâtit de capacités et d'expertises limitées et d'un fort taux de rotation du personnel au sein des ministères.

Mullagee, F., Nyman, R., Budlender, D. et Newman, N., 'Developmental social welfare: who benefits, who pays?' (Les prestations sociales au service du développement : qui sont les bénéficiaires, qui sont les payeurs ?), Idasa, Le Cap, 2001

Texte intégral : www.idasa.org.za/pdf/909.pdf

Le concept « d'État-providence au service du développement » est une composante majeure de la ligne budgétaire du Ministère des affaires sociales d'Afrique du Sud pour éliminer la pauvreté. C'est une approche qui met l'accent sur la mise en œuvre, au long cours, de programmes visant à lutter contre la pauvreté, renforcer les capacités et la participation des bénéficiaires, et engager les groupes de la société civile. Ce document, établi à l'occasion du sixième anniversaire de l'initiative budgétaire pour les femmes d'Afrique du Sud, présente les conclusions de l'analyse en termes de genre de deux études de cas qui comptent sur les « prestations sociales au service du développement » pour financer la lutte contre la pauvreté. La première est un des deux programmes « phares » visant à générer un revenu pour les demandeurs d'emploi ayant des enfants de moins de cinq ans. Il s'agit, pour l'un, de fabriquer des produits artisanaux pour les vendre aux touristes et aux habitants des zones urbaines. Le deuxième programme consiste à mettre en valeur un jardin agricole commun dans une zone rurale. Aucun de ces programmes phares n'avait encore généré de revenus à l'heure où ce document a été écrit, mais le projet d'agriculture communautaire a tout de même renforcé l'autonomie des femmes en leur fournissant un salaire. Celles-ci n'avaient jamais mesuré la valeur de leur travail au foyer, puisqu'il n'était pas rémunéré.

La deuxième étude de cas, « Travailler pour avoir de l'eau » est un projet de travaux publics qui vise 60 % des femmes employées au Ministère de l'eau et des forêts (Department of Water Affairs and Forestry (DWAF)). Le projet cible des individus dans des foyers monoparentaux, et fournit différentes prestations comme les services de garde infantile pour les femmes salariées. Comme les participants et les bénéficiaires de ce projet sont les employés d'un ministère et reçoivent donc un revenu fixe, le programme s'est avéré plus viable que les programmes « phares ».

Le principe des « prestations sociales au service du développement » peut parfaitement combiner la génération d'un revenu avec des formations techniques, mais des procédures et systèmes doivent être mis en place pour mener ces projets de façon adéquate. Les programmes « phares » ont démontré la nécessité, pour tous, de bien mesurer dès le début du projet le temps nécessaire à la génération effective d'un revenu et d'élaborer des stratégies définissant la conduite à tenir, en cas d'échec. Des systèmes de suivi externes doivent aussi être instaurés pour garantir que les budgets sont correctement dépensés et que les normes de travail sont respectées.

Klugman, B. et McIntyre, D., 'From policy, through budgets, to implementation: delivering quality health care services' (Des politiques à leur mise en œuvre en passant par les budgets : fournir des services des santé de qualité), document élaboré pour l'Initiative budgétaire des femmes sud-africaines, 2000

Texte intégral : www.idasa.org.za/pdf/938.pdf

Quelles questions doivent être abordées dans l'analyse d'un budget sectoriel ? Comment peut-on relier les budgets locaux, régionaux et nationaux pour améliorer l'élaboration des politiques et leur mise en œuvre ? Ce document de l'Initiative budgétaire des femmes sud-africaines montre comment la recherche budgétaire intégrant une perspective de genre peut éclairer considérablement l'élaboration des politiques et leur mise en œuvre dans le secteur de la santé. L'étude se base sur des ateliers et entretiens avec des responsables gouvernementaux, des chercheurs en politiques publiques et de santé et des représentants de l'Association des municipalités sud-africaines (South African Local Government Association). Les différents points de vue des personnes interrogées ont permis de percevoir et de mettre en relief la façon dont les relations entre personnes situées à différents niveaux affectent les prestations de santé. Un facteur clé a été d'établir comment relier les processus d'élaboration des politiques locales, régionales et nationales, et de déterminer si la somme de connaissances et d'expérience des individus était prise en compte dans les prises de décision ou si l'on était en présence d'une approche « du haut vers le bas ». Les principales conclusions étaient les suivantes :

- Il y avait quantité de nouvelles politiques à mettre en œuvre et très peu de temps à consacrer à la consultation en conséquence.
- Les autorités locales étaient marginalisées et leurs capacités de gestion financière insuffisantes.
- Le moral et les attitudes des travailleurs de santé jouaient un rôle important dans la qualité des prestations, indiquant qu'il était nécessaire de mener une stratégie de ressources humaines cohérente.
- Il importe que les responsables des politiques aient conscience des conséquences attachées à l'attribution de moyens. Il est également nécessaire que les directeurs de santé soient plus au fait des mécanismes budgétaires.
- Il est indispensable de développer l'autonomie au niveau local et d'améliorer la communication entre les différents niveaux.
- Il est essentiel d'évaluer de façon réaliste les capacités de financement sur la base des fonds existants.

Krug, B. et van Staveren, I., 'Gender audit: whim or voice' (Audit en termes de genre : gadget ou moyen d'expression ?), document de Women in Development Europe , 2001

Texte intégral : www.eurosur.org/wide/GM/Gender%20audit.htm

Comment révéler les disparités sexuelles en se servant du contrôle budgétaire, même dans des secteurs soi-disant « neutres » comme les transports et l'énergie ? Ce document, consacré à l'Afrique du Sud, affirme que les femmes doivent participer aux processus qui permettent de demander des comptes aux gouvernements sur la base de leurs engagements politiques. Cependant, les discriminations ne se produisent pas seulement quand les gouvernements ne remplissent pas leurs engagements. Parfois, les actions de l'État ont des conséquences masquées pour les femmes, que l'analyse doit permettre de révéler. Ce document démontre l'importance d'examiner les budgets de secteurs comme l'énergie et les transports, censés être « neutres en termes de genre », au même titre que la santé et l'éducation. Il en est ainsi du budget de l'énergie, où le plus grand consommateur d'énergie, à savoir les ménages, n'apparaît pas dans l'analyse du secteur énergétique, qui préfère s'intéresser à l'électricité. Dans le cadre domestique, l'utilisation de l'électricité est assez restreinte en raison de son prix - au profit du gaz, de la paraffine et du bois ramassé dans les forêts. Le budget énergétique, en se focalisant sur l'électricité, s'intéresse donc surtout aux besoins du secteur commercial et des facteurs comme le cloturage des champs communaux ou la privatisation accrue – qui entraînent un surcoût pour les femmes en termes de temps et d'argent – ne sont pas reflétés dans les budgets ou les politiques énergétiques. De même dans le secteur des transports, le développement des transports urbains et la construction de routes représente le gros du budget des transports, avec des transports publics dont les itinéraires et les horaires sont alignés sur la journée de huit heures des salariés. Il ne prend donc pas en compte les besoins des femmes, qui travaillent souvent dans l'agriculture, le travail en équipe ou assument différents rôles dans la sphère reproductive. Une analyse sexospécifique montrerait non seulement les différents besoins et contraintes des hommes et des femmes dans leur vie quotidienne et leurs rôles productifs, mais aiderait également à mettre en lumière la faible performance des dotations actuelles, qui ne parviennent pas toujours à ceux et celles à qui elles sont destinées. Le document conclut qu'une ré-attribution des ressources à la suite d'une analyse sexospécifique pourrait permettre d'améliorer le bien-être général.

Mukama, R. (ed.), *The Gender Budget 1998/99* (Budget sexospécifique 1998/99), Forum for Women in Democracy (Forum des femmes pour la démocratie - FOWODE), Kampala

À quoi ressemble une analyse budgétaire sexospécifique ? En Ouganda, FOWODE a achevé la première phase de son Projet de budget sexospécifique, qui examine l'impact différencié du budget ougandais sur les femmes, les hommes, les filles et garçons. Cet ouvrage relate cette première phase, consacré à l'analyse du budget 1998/1999 dans trois secteurs : l'agriculture, l'éducation et la santé.

L'initiative de FOWODE vise à transformer le processus d'élaboration du budget pour parvenir à une meilleure égalité entre hommes et femmes et contribuer à la réduction de la pauvreté. L'initiative évalue également dans quelle mesure le budget répond aux besoins des personnes handicapées. Ses conclusions ont été utilisées pour faire pression sur les parlementaires lors de la discussion du budget 1999/2000 (résumé basé sur la présentation du livre en quatrième de couverture).

Voir la section "Réseaux et coordonnées", à FOWODE, si vous êtes intéressé(e) par cette publication.

Pour d'autres informations sur le Programme de création d'un réseau sur le genre en Tanzanie (Tanzania Gender Networking Programme - TGNP), voir la présentation détaillée dans le Panorama et les matériels dans la section Outils, guides et matériels de formation, et la section Matériels d'éducation populaire. Vous trouverez également un article sur leur budget sexospécifique, qui établit des passerelles avec les processus des DSRP et des PER (Analyse des dépenses en terme de performance) dans ce numéro d'*En bref*. Pour de plus amples informations sur le Réseau et Centre de ressources pour les femmes au Zimbabwe (Zimbabwe Women's Resource Centre and Network - ZWRCN), voir la section Réseaux et coordonnées.

4.2.2 Asie et Pacifique

Sharp, R. et Broomhill, R., 'Budgeting for equality: the Australian experience' (Budgéter pour l'égalité : l'expérience australienne), *Feminist Economics*, Vol 8 N°1 : 25–47, 2002

Texte intégral disponible en ligne sur le site Siyanda avec l'aimable permission de Taylor & Francis Ltd :

www.siyanda.org/docs/sharp_broomhill.pdf

(Pour s'abonner à *Feminist Economics* : www.tandf.co.uk/journals/routledge/13545701.html)

Quelle est la viabilité des initiatives budgétaires sexospécifiques impulsées par un gouvernement ? En 1995, des féministes intégrés dans les institutions politiques chargées de la condition féminine ont lancé la première et la plus longue initiative budgétaire sexospécifique du gouvernement fédéral australien. Si chacun des trois objectifs, interdépendants, de l'initiative a remporté quelque succès, les limites de leur réalisation ont fait ressortir les contradictions et les dangers d'une initiative uniquement gouvernementale. Un des objectifs était de rendre les gouvernements comptables de leurs engagements envers l'égalité des sexes. De meilleurs données et indicateurs de progrès ont pu être élaborés. Cependant, l'initiative s'est montrée plus efficace dans le suivi des politiques et des lois inscrites dans la déclaration de politique du gouvernement sur les femmes. Les initiatives n'ont pas réussi à impliquer les groupes de la société civile, notamment en diffusant leurs résultats, d'où l'absence de pression externe qui aurait pu permettre de demander des comptes au gouvernement. Un autre objectif était de faire évoluer le budget et les politiques dans un sens favorable à l'égalité des sexes.

Dans la période de plus grande activité des initiatives (1985–1996), les dépenses dans des domaines importants pour les femmes ont augmenté considérablement. Cependant, les avancées ont été limitées par le caractère politique du processus budgétaire dans un contexte d'évolution vers un gouvernement plus conservateur et l'introduction de politiques économiques néolibérales. L'article conclut que si le gouvernement s'est éloigné des exercices budgétaires sexospécifiques formels, leurs objectifs restent une priorité pour les instances politiques, les groupes communautaires et les chercheurs engagés dans la promotion de la condition féminine.

Les budgets sont, fondamentalement, des exercices politiques. Politiquement, la tâche est de consolider l'influence que les féministes ont encore au sein des structures étatiques, tout en renforçant l'engagement et le soutien communautaires, afin d'élaborer des politiques économiques qui s'attaquent radicalement à la difficile transformation des relations entre les sexes dans la société australienne (p. 44).

Budlender, D., Buenaobra, M., Rood, S. et Sol Sadorra, M. (eds), *Gender Budget Trail: the Philippine experience* (Budget sexospécifique : l'expérience philippine), The Asia Foundation, Philippines, 2001

Où en est l'IBS philippine depuis son lancement à la fin des années 1990 ? Cette étude financée par la Fondation asiatique (Asia Foundation) examine les niveaux national et municipal. Elle s'intéresse en particulier à l'application de la directive gouvernementale en faveur d'un budget sensible à la dimension de genre, qui spécifie que 5 % des budgets doivent être consacrés à la promotion de l'égalité des sexes. Le libellé assez vague de la directive et son statut de mémorandum (et non d'une injonction légale) ont fait que seul un tiers des agences gouvernementales nationales ont appliqué cette allocation budgétaire de type Genre et développement (GED). La commission nationale sur le rôle des femmes philippines (National Commission on the Role of Filipino Women (NCRFW)), l'une des principales agences chargées de contribuer à la mise en œuvre de la budgétisation GED, manque cruellement de fonds, avec une enveloppe couvrant 334 agences et 1700 municipalités. Les auteurs recommandent que le Ministère des finances prenne les choses en main pour faire respecter le quota de financement GED et augmenter les fonds consacrés aux activités de planification gouvernementales en faveur de l'égalité des sexes.

(Résumé basé sur une revue critique de l'Association for Women in Development [AWID], Ressource Net : Friday File, issue 64)

Flor, C. et Lizares-Si, A., 'The Philippines: getting smart with local budgets [Level 1]' (Philippines : comprendre les budgets locaux [Niveau 1]), in Budlender, D. et Hewitt, G. (eds), *Gender Budgets Make More Cents*, Londres, Secrétariat du Commonwealth, 2002

Texte intégral : www.bellanet.org/grbi/docs/GBMMC.pdf?OutsideInServer=no

Comment conduire un travail de budget sexospécifique au niveau local ? Un moyen est de définir des projets où les organisations de la société travaillent en étroite collaboration avec les collectivités locales pour leur mutuel bénéfice. L'initiative menée dans la ville de Bacolod, aux Philippines, illustre comment les compétences budgétaires des fonctionnaires gouvernementaux peuvent être mises au service d'une ONG en échange de formations et de contributions de type GED. Dans ce projet, l'ONG Development Through Active Women Networking Foundation (DAWN) a analysé à la fois la composante GED du budget et le budget dans sa globalité (fonctions, objectifs, activités et prises de décision des programmes ministériels) et a fait des suggestions aux fonctionnaires gouvernementaux à la lumière de cette analyse. L'étude de DAWN, financée par Asia Foundation (TAF) a été planifiée dans le cadre d'ateliers suivis où les outils utilisés pour l'analyse ont été présentés sous forme de jeux, exercices et jeux de rôle. L'étude s'est ensuite attachée à faire une synthèse de la documentation concernée, des discussions des groupes focaux et des entretiens avec les fonctionnaires gouvernementaux (employés à la planification budgétaire et autres fonctions ministérielles), les personnalités de la société civile et les chefs de village. Les recommandations du rapport final soulignaient l'importance de se pencher sur l'interconnexion des ministères et de leur budget, et la nécessité d'introduire des éléments de prise en compte du « genre et développement » dans d'autres départements stratégiques, comme les services de statistiques, de gestion des ressources humaines ou la police. Le projet a également permis, par un renforcement des capacités dans le processus de recherche lui-même, d'accroître l'expérience et l'assurance de DAWN dans son travail de plaidoyer.

Voir également Goetz et Jenkins sur les processus de révision comptable en Inde et VeneKlasen sur le plaidoyer budgétaire en Indonésie dans la section « Plaidoyer, processus participatifs et responsabilité », ainsi que le chapitre sur la Corée dans *Gender Budgets Make More Cents*.

4.2.3 Europe

Gender Budgets Make More Cents comporte des études de cas sur le Royaume-Uni et l'Irlande. La section sur les revenus présente également le travail du Groupe pour un budget des femmes (Women's Budget Group) au Royaume-Uni. Voir également la section Réseaux et coordonnées pour ce groupe et l' « Engender Women's Budget Group » (Groupe pour l'intégration du genre dans le budget), et des informations sur l'initiative de Bâle en Suisse. Voir également les documents de la conférence organisée par la fondation Heinrich Boell (2002) dans la section Ressources Web, qui relate des expériences menées en France et dans les pays scandinaves.

4.2.4 Amérique latine

Borges Sugiyama, N., *Gendered Budget Work in the Americas: selected country experiences* (Travail budgétaire intégrant la dimension du genre aux Amériques : une sélection d'expériences nationales), University of Texas, Austin, 2002

Texte intégral : www.internationalbudget.org/amegendug.pdf

L'intégration du genre dans le débat budgétaire ne permet pas seulement d'être mieux informé(e) et de mieux analyser l'impact d'un budget, elle peut aussi servir d'instrument de plaidoyer en faveur de politiques publiques plus équitables. Des chercheurs et défenseurs de la cause des femmes au Brésil, au Mexique, au Pérou et au Chili ont tenté d'influencer le débat sur les priorités politiques et d'évaluer l'impact des dépenses gouvernementales sur les femmes et les filles, les hommes et les garçons. Les méthodes sélectionnées consistaient à analyser les dépenses municipales et à utiliser les médias pour mettre en relief l'invisibilité des femmes dans le budget. La plupart des projets ont répondu aux opportunités ouvertes par la démocratisation, la décentralisation, l'émergence de nouvelles formes de participation citoyenne directe et une plus grande intégration de la problématique hommes-femmes au sein du gouvernement. Les organisations et chercheurs visés par cette étude devaient se familiariser avec des documents budgétaires, comprendre et décider d'une approche méthodologique et construire des partenariats stratégiques afin de pouvoir s'appuyer sur des compétences solides en matière d'analyse budgétaire sexospécifique. Ce document décrit les initiatives de quatre pays, en dégage les enseignements et les défis à relever pour l'avenir.

Díaz, D., Sánchez-Hidalgo, D., Freyermuth, G. et Castañeda, M A., 'La mortalidad materna: un problema sin resolver' (La mortalité maternelle : un problème non résolu), FUNDAR, Mexico, 2002

Texte intégral : www.siyanda.org/docs/muerte_%20materna.pdf

Cette étude de cas offre un exemple d'analyse budgétaire sexospécifique sur un indicateur clé de l'inégalité sociale – la mortalité des femmes en couches. Le rapport analyse les sommes budgétaires allouées à ce problème dans les états mexicains d'Oaxaca et du Chiapas, où les taux de mortalité maternelle sont les plus élevés du pays. La mortalité des femmes en couches est étroitement liée à la question de l'accès aux soins et aux services d'urgence ; or, il n'existait aucun indicateur de leur prévalence dans les chiffres publiés par le Ministère de la santé en 2002. L'étude de FUNDAR a cherché à déterminer l'étendue de la mortalité maternelle et à la rapprocher des financements et de la réalité des différents programmes consacrés à la mortalité maternelle. Une ventilation détaillée des budgets a montré la nécessité d'augmenter les dépenses au second niveau de soins (dans un environnement hospitalier généralement) et l'accès aux services d'urgence et aux banques du sang.

Elle a également mis en relief la nécessité d'étendre la couverture des populations ciblées par les programmes relatifs à la mortalité maternelle. L'étude a également souligné qu'en dépit de ses faibles ressources, le gouvernement mexicain avait trouvé le moyen d'allouer des fonds supplémentaires à des questions qui n'étaient pas toujours des priorités sociales. Elle précise que si l'on veut inscrire la santé des femmes au rang des questions prioritaires, l'argent peut et doit être redistribué.

Voir le Panorama et la section Outils, guides et matériels de formation pour en savoir plus sur l'IBS mexicaine.

Pearl, R., 'The Andean region: a multi-country programme' (La région andine : un programme multi-national), in Budlender, D. et Hewitt, G., *Gender Budgets Make More Cents: Country Studies and Good Practice*, Londres, Secrétariat du Commonwealth, 2002

Texte intégral : www.bellanet.org/grbi/docs/GBMMC.pdf?OutsideInServer=no

La région andine-UNIFEM a animé cette initiative budgétaire multi-nationale de prise en compte du genre au niveau municipal au Pérou, en Équateur et en Bolivie. Une décentralisation est en cours dans la région, associant des mécanismes de participation citoyenne, de responsabilité et de transparence municipale. Ce chapitre dégage l'expérience de quatre initiatives de recherche, qui ont révélé le manque d'attention accordée à la problématique hommes-femmes dans les processus budgétaires. À Villa El Salvador (Pérou), des chercheurs ont analysé le plan de développement sur 10 ans sous l'angle de l'égalité des sexes. Ils ont également analysé la part de travail féminin et l'utilisation du temps dans les services municipaux. Dans le programme « un verre de lait » par exemple, le travail non rémunéré des femmes représentait 20 % du budget total du programme. À La Paz (Bolivie), la Loi sur la participation populaire qui requiert l'implication des citoyens dans les décisions politiques a fourni un point d'entrée utile. À Quito (Équateur), les chercheurs ont établi qu'une seule des huit zones de la municipalité incorporait explicitement la dimension hommes-femmes dans le processus budgétaire. Plusieurs enseignements ont été tirés de cette initiative transnationale : les initiatives doivent commencer par dresser un bilan des iniquités sexuelles et des besoins des femmes ; les partenaires de la société civile doivent être impliqués dès le lancement de l'initiative ; il est crucial d'engager et de former des agents publics dès le début de l'initiative ; la société civile doit exercer son contrôle par diverses mesures comme l'instauration de comités de vigilance ; et il faut un climat politique favorable, où le gouvernement se montre ouvert aux contributions venues de l'extérieur.

4.2.5 Moyen-Orient

Voir la section Réseaux et coordonnées pour en savoir plus sur le travail du Bureau régional des états arabes de l'UNIFEM au Liban, en Jordanie, au Maroc et en Égypte et le centre Adva Center pour les initiatives menées en Israël.

4.2.6 Amérique du Nord

Voir la section Outils, guides et matériels de formation pour en savoir plus sur le travail de budgétisation sexospécifique de San Francisco et la CEDAW.

4.3 Plaidoyer, processus participatifs et responsabilité

Goetz, A-M. et Jenkins, R., , 'Accountability to women in development spending – experiments in service-delivery audits at the local level' (Rendre des comptes aux femmes sur les dépenses de développement – expériences d'audits de l'offre de services au niveau local), mimeo, Institute of Development Studies, Brighton and Birkbeck College, Londres, 2002

Texte intégral : www.siyanda.org/docs/goetz_local.doc

Ce qui importe pour les consommateurs de services publics, c'est de pouvoir demander des comptes au niveau local. Le contrôle et les audits locaux sont les seuls moyens de garantir que les engagements pris sur le papier aux niveaux local et national (et particulièrement dans les domaines qui intéressent les femmes) deviennent réalité. Ce document décrit comment certains groupes en Inde demandent des comptes au gouvernement sur leurs dépenses et l'offre de services publics. L'analyse selon le genre et le contrôle des dépenses au niveau local peut donner aux femmes des outils pour mener campagne et réclamer directement l'argent qui devrait leur revenir, à elles et leurs familles. Les citoyens peuvent participer au contrôle des dépenses dans deux domaines stratégiques : les budgets des collectivités décentralisées et les programmes de développement de grande envergure. C'est dans ces domaines que les femmes et les pauvres sont le plus touchés par les programmes de financement du secteur public. En Inde, des assemblées de village ont désormais la capacité d'examiner les déclarations de budget annuel et de mener des audits sur les rapports. Cependant, il reste de nombreux obstacles à surmonter et les femmes sont souvent écartées par l'administration locale, les responsables politiques locaux et bon nombre de citoyens mâles, agissant de concert pour détourner les fonds destinés aux femmes.

Au Kerala, tous les sites de chantiers publics doivent rendre public un certain nombre d'informations sur les travailleurs et leurs salaires, en plus des frais de matériel. Des panneaux d'affichage sont installés dans les locaux de chaque service, informant des dépenses engagées par le panchayat (instance municipales). Cette nouvelle transparence a révélé que les femmes étaient moins payées que les hommes, de façon parfaitement illégale. Les femmes se trouvent également chargées de contrôler les listes des habitants qui se situent « en dessous du seuil de pauvreté », pour le versement des allocations des programmes anti-pauvreté. Au Rajasthan, le MKSS (Mazdoor Kisan Shakthi Sangathan – Association pour le pouvoir des ouvriers et des paysans), constitué à 60 % de femmes, a joué un rôle central dans l'introduction de la Loi sur le droit à l'information en 2000. Le MKSS a également institué un système d'audiences publiques où des comptes sont lus à haute voix devant une assemblée de villageois capables de témoigner sur les différences qui peuvent apparaître entre le budget et les dépenses réelles, révélant ainsi la corruption.

Ce document établit par ailleurs que :

- L'analyse et l'activité au niveau local permettent de mieux identifier l'impact des différents types de dépenses, de comprendre à quoi servent les ressources municipales, et d'épingler les signes de corruption ou de gaspillage des fonds.
- Les élites susceptibles de contrôler les ressources municipales, peuvent se montrer beaucoup plus patriarcales qu'au niveau national.
- Les différences dans le travail et l'utilisation du temps des hommes et des femmes ont des incidences sur leur capacité à participer aux activités de contrôle.
- Les normes sociales dictent dans quelle mesure les femmes peuvent réclamer des dotations spécifiques et s'exprimer contre la corruption.
- En dépit du travail mené au Kerala et de conditions propices à l'engagement réel des femmes dans la budgétisation et la conduite d'audits, les priorités de financement local n'ont pas été redéfinies selon une perspective de genre.
- Un réel contrôle citoyen exige des ressources considérables, et notamment des moyens financiers pour renforcer les compétences techniques en matière de contrôle et d'audit, et enseigner un minimum de connaissances indispensables.

Le document formule plusieurs recommandations majeures :

- Institutionnaliser le droit des usagers des services à en définir les priorités et en contrôler le financement, grâce à des lois garantissant l'accès du public aux informations.
- Mettre en œuvre des méthodes comme les audiences publiques et « traduire » les informations officielles pour ceux qui ne savent pas lire, afin de rendre ces droits effectifs.
- Instaurer un fonds pour la participation des femmes aux audits.

- Mettre sur pied des formations techniques enseignant la collecte et le dépouillement des informations, la vérification des comptes locaux et les savoir-faire indispensables pour consulter les bénéficiaires et savoir si les financements prévus ont répondu convenablement à leurs besoins.
- Avoir une compréhension des différents rôles assumés par les femmes et de la façon dont ils limitent leur participation aux différentes étapes des audits.
- Garantir que les femmes ne soient pas mises sur la touche dans les assemblées locales, où les élites continuent à détourner des fonds destinés aux femmes pour d'autres fins.
- Renforcer les capacités des institutions issues de la société civile, ce qui est essentiel pour encourager les femmes à intervenir dans les audiences publiques et à demander des comptes.

VeneKlasen, L., 'Highlights from a citizen/gender budget advocacy project in Indonesia' (Points forts d'un projet de plaidoyer pour un budget citoyen/soucieux de l'égalité des sexes en Indonésie), document établi pour Just Associates, 2002

Texte intégral : www.siyanda.org/docs/lv_indonesia.doc

Comment combiner concrètement le plaidoyer budgétaire, l'analyse sexospécifique des budgets et de l'organisation politique et les stratégies de participation citoyenne ? Avec le renforcement des capacités, les organisations de la société civile peuvent comprendre et influencer la politique budgétaire, revendiquer la fin de la corruption, et une égalité et une transparence réelles. Tel est l'objectif visé par la Fondation asiatique, qui mène un travail suivi d'analyse collective, d'assistance technique et de formation dans trois villes indonésiennes, où 13 ONG, syndicats et mouvements sont engagés. Un des partenaires, l'Alliance contre la pauvreté urbaine (Urban Poverty Coalition (UPC)) a attaqué en justice le maire de Jakarta pour rétention d'informations concernant la destination réelle des fonds destinés aux victimes des inondations. UPC – qui compte parmi ses membres des habitants des bidonvilles, des vendeurs de rue et des conducteurs de rickshaws – a gagné son procès. Un autre partenaire, l'Institut d'études publiques de Bandung (Bandung Institute for Government Studies (BIGS)), une ONG engagée dans la recherche a axé son travail budgétaire sur les problèmes du logement dans les zones de bidonvilles. En amenant les organisateurs communautaires à travailler avec les habitants des bidonvilles sur leurs problèmes et les solutions possibles, l'engagement de l'ONG auprès du gouvernement sur les problèmes et les solutions de logement a gagné en impact et en pertinence. Des groupes de femmes comme Koalisi et Komnas entendent proposer des amendements et des dotations budgétaires spécifiques dans le domaine de la santé, de la justice et d'autres secteurs couverts par la loi contre la violence familiale qui se discute actuellement au Parlement. Dans son travail d'éducation civique, le groupe Koalisi s'attache également à enseigner les notions indispensables à la compréhension d'un budget. Le fait de regrouper des organisations de femmes et des ONG engagées sur des thèmes plus généraux et sans contenu sexospécifique a renforcé l'impact politique de ces

groupes de femmes et encouragé du même coup les autres ONG à s'intéresser aux besoins des femmes, dans leurs efforts destinés à encourager la participation citoyenne.

Le bulletin *En Bref* qui accompagne ce *Kit Actu'* présente les efforts menés en vue d'impliquer réellement les femmes dans le processus budgétaire participatif de la municipalité de Recife au Brésil.

4.4 Revenus

Budlender, D., 'An introduction to the Fifth Women's Budget' (Introduction au cinquième budget des femmes), in Parliamentary Committee on the Quality of Life and Status of Women, Community Agency for Social Enquiry (CASE), et Idasa, *Women's Budget Series: 2000 issue*, Parliamentary Committee on the Quality of Life and Status of Women (Comité parlementaire sur la qualité de vie des femmes et la condition féminine), CASE, et Idasa, Le Cap, 2000

Quelles sont les limites du champ en expansion de l'analyse budgétaire sexospécifique ? Dans sa cinquième année, l'Initiative budgétaire des femmes sud-africaines a publié un dossier de trois pages sur les revenus (fiscalité, collectivités locales, douanes et droits spécifiques) et un document consacré à l'élaboration et la budgétisation des politiques intergouvernementales de santé, repoussant plus loin les frontières du débat. Ce document introductif répond à la question de l'utilité d'examiner les revenus. Bien que les gouvernements commencent par estimer à combien s'élèveront les recettes avant de décider d'engager des fonds, les travaux internationaux en matière de budget (y compris sous l'angle de l'égalité des sexes) n'ont cessé jusqu'à présent de mettre l'accent sur les dépenses. L'analyse du revenu est plus difficile et souvent plus sensible politiquement, en raison, notamment, de la nécessité de réduire les déficits budgétaires. Deux obstacles techniques s'opposent également au travail sur les revenus. D'une part, les recettes sont souvent plus difficiles à attribuer à un individu socialement et culturellement défini par son sexe que les dépenses, ce qui n'est déjà pas une mince affaire. D'autre part, les différences entre les pays développés et en développement sont plus grandes en termes de revenus qu'en termes de dépenses. Un rôle important de l'analyse du revenu est de questionner les processus de décentralisation actuellement en cours dans de nombreux pays en développement, processus qui s'accompagnent souvent du principe de l'usager-payeur. Voir ci-dessous les résumés de ces trois documents consacrés à la politique des revenus. Le dernier document, sur les services de santé, est présenté sous l'entrée Afrique dans la section Études de cas.

Voir également la version simplifiée du Cinquième budget des femmes : *Fifth Women's Budget* – Hurt, K. et Budlender, B. (eds), *Money Matters Three: women and government revenue* (Parlons argent ! 3 : les femmes et les recettes publiques) : The Institute for Democracy in South Africa (Idasa), Le Cap, 2001, dans la section Matériels d'éducation populaire .

Smith, T., 'Women and tax in South Africa' (Femmes et fiscalité en Afrique du Sud) in *Women's Budget Series: 2000 issue*, Parliamentary Committee on the Quality of Life and Status of Women, CASE, et Idasa, Le Cap, 2000

Texte intégral : www.idasa.org.za/pdf/939.pdf

Quelle charge représentent les impôts pour les femmes ? Les politiques fiscales peuvent-elles réduire les inégalités de revenus et de niveau de vie entre les hommes et les femmes en Afrique du Sud ? Ce document d'une série de quatre édités à l'occasion de la cinquième année de l'Initiative budgétaire des femmes affirme que la répartition de la pression fiscale a des répercussions sur le bien-être des individus et des foyers. Elle influe sur le revenu disponible, les dépenses, l'épargne et les investissements des individus, sur l'activité du secteur privé et les créations d'emplois. Depuis 1994, la politique fiscale de l'Afrique du Sud – traditionnellement discriminatoire à l'égard des femmes de par la différenciation formelle qu'elle établit entre le sexe d'une personne et son statut marital, et le poids excessif de sa fiscalité indirecte, qui frappe plus durement les pauvres – a été amendée. D'importantes discriminations à l'égard des femmes demeurent cependant dans certains types de fiscalité indirecte et dans la structure des déductions et des exonérations fiscales. Pour que la politique fiscale soit un réel moyen de redresser les inégalités entre les sexes, les services de perception doivent placer la dimension du genre au cœur de l'analyse des revenus et de l'élaboration des politiques qui s'y rapportent. La collecte d'informations ventilées par sexe en vue d'éclairer l'impact différentiel de la fiscalité sur les femmes et les hommes est primordiale. Il est recommandé de restructurer le système de l'impôt individuel direct sur les revenus dans un sens plus progressif (c'est-à-dire plus favorable au bas revenus), et de passer de l'imposition séparée des époux à une base d'imposition commune, d'étendre l'imposition zéro à un plus grand nombre de biens et de services de base et d'éduquer le public sur ses droits en tant que contribuables.

Coopoo, S., 'Women and local government revenue' (Les femmes dans les recettes municipales), in Parliamentary Committee on the Quality of Life and Status of Women, CASE, and Idasa, 2000, *Women's Budget Series: 2000 issue*, Parliamentary Committee on the Quality of Life and Status of Women, CASE, et Idasa, Le Cap, 2000

Texte intégral : www.idasa.org.za/pdf/937.pdf

Comment les municipalités peuvent-elles résoudre leurs difficultés financières sans pour autant pressurer davantage les pauvres, et en particulier les femmes pauvres ? Ce document, l'un des quatre documents publiés à l'occasion de la Cinquième année de l'Initiative budgétaire des femmes sud-africaines souligne que les municipalités doivent avoir les moyens financiers de fournir les prestations qui relèvent de leur responsabilité. Il traite principalement des recettes directement prélevées sur les citoyens (droits d'entrée ou d'usage et redevances individuelles pour accéder aux services, et impôts

locaux) et de leur impact sur les femmes et les hommes. Le document met d'abord en relief les frais non monétaires assumés par les femmes dans leurs responsabilités reproductives (parfois appelé « impôts sur la reproduction ») qui peuvent être directement affectés par l'existence ou non de certains services municipaux, et par leurs coûts. Il décompose les quatre éléments d'une « boîte à outils pour réduire la pauvreté », élaborés en vue d'atténuer l'impact de la fiscalité sur les pauvres, et les femmes pauvres en particulier. Les financements croisés peuvent permettre, par exemple, d'orienter une partie des recettes tirées des impôts locaux et de l'électricité vers les services de santé, qui sont d'une grande importance pour les femmes. Instaurer des subventions ou des abattements ciblés (dans le cas d'impôts fonciers) en fonction du sexe, de l'origine ou du revenu peut alléger la charge qui pèse sur les plus démunis. Cependant, très peu de municipalités ont des politiques « de quotient familial » ou « d'action sociale » permettant aux foyers à bas revenus (gagnant, par exemple, moins de 800 Rands par mois) de bénéficier de réductions sur les services. Enfin, avec les tarifs progressifs, plus un usager utilise un service, plus il paye, en fonction du nombre de mètres cubes d'eau qu'il consomme par exemple. Un autre problème est la façon dont certaines municipalités récupèrent les sommes dues par les habitants, au moyen d'expulsions ou d'arrêts de service par exemple. Contre ces pratiques, il est recommandé de mettre en œuvre des politiques en faveur des plus démunis et des systèmes de recouvrement des créances qui tiennent compte de la situation des personnes.

Goldman, T., 'Customs and excise' (Droits de douanes et d'accises), in Parliamentary Committee on the Quality of Life and Status of Women, CASE, and Idasa, *Women's Budget Series: 2000 issue*, Parliamentary Committee on the Quality of Life and Status of Women, CASE, et Idasa, *Le Cap, 2000*

Texte intégral : www.idasa.org.za/pdf/940.pdf

Comment les femmes ont-elles vécu la libéralisation commerciale en tant que travailleuses, commerçantes et consommatrices ? Ce document édité à l'occasion de la cinquième année de l'Initiative budgétaire des femmes sud-africaines envisage les droits de douane et d'accises comme un nouveau domaine de l'analyse budgétaire sexospécifique. Il affirme que les femmes sud-africaines subissent de plein fouet la libéralisation commerciale (l'abaissement des droits de douane et les accords de libre-échange) dans la mesure où les industries fortes consommatrices de main-d'œuvre, où travaillent majoritairement des femmes, réduisent leur personnel. Des secteurs qui emploient un grand nombre de femmes comme l'industrie du textile, l'exploitation fruitière et les conserveries de fruits et de légumes ont du mal à s'adapter à une concurrence internationale croissante. Les femmes sont généralement les premières licenciées. Si l'on peut espérer une augmentation des exportations de fruits (raisins, pommes et poires) et de vins, les possibilités d'embauche qui s'ouvriront aux femmes ont de grandes chances d'être saisonnières et occasionnelles. En tant que consommatrices, la baisse des taxes sur des biens de consommation courante (comme les médicaments d'importation) aidera peut-

être les femmes pauvres à s'en sortir avec un budget familial réduit mais risque aussi de faire disparaître des emplois. En tant que commerçantes, les décisions concernant les droits de douane et d'accises influenceront sur le choix des produits, de leur prix, et sur les exigences en termes de prix et de qualité que leur impose la concurrence. Il est recommandé : de renforcer les capacités du Ministère du commerce et de l'industrie à analyser l'impact des accords commerciaux, selon une perspective de genre notamment ; de prendre des mesures anti-dumping dans les secteurs qui sont de gros employeurs de femmes ; et d'introduire une clause sociale de non-discrimination sur la base du sexe et d'égalité salariale dans tous les accords commerciaux.

Himmelweit, S., 'Making visible the hidden economy: the case for gender-impact analysis of economic policy' (Rendre visible l'économie invisible : analyser l'impact sexospécifique des politiques économiques), *Feminist Economics* Vol 8 No 1: 49–70, 2002

Le texte intégral est disponible en ligne sur le site Siyanda avec l'aimable permission de Taylor & Francis Ltd : www.siyanda.org/docs/himmelweit.pdf

(Pour s'abonner à *Feminist Economics* : www.tandf.co.uk/journals/routledge/13545701.html)

Bien que les politiques économiques ciblent l'économie rémunérée, elles ont des répercussions importantes, et non désirées, sur l'économie reproductive non rémunérée. Ce document examine le Crédit d'impôt aux familles ouvrières (Working Families Tax Credit (WFTC)), au Royaume-Uni, qui vise à aider ses bénéficiaires à passer de l'aide sociale à un travail rémunéré. Le WFTC a permis d'augmenter le revenu de nombreuses familles où les femmes prédominent, puisque 52 % des bénéficiaires du WFTC sont des parents isolés, dont 98 % sont des mères. Un des inconvénients, toutefois, est qu'il ne procure pas d'allocation supplémentaire si deux membres de la famille justifient d'un revenu, ce qui n'incite pas les ménages à prendre un emploi secondaire, généralement occupé par les femmes. Ce document fait valoir qu'une analyse d'impact en termes de genre aurait pu améliorer la conception de cette politique et propose une liste de critères d'évaluation des politiques économiques, permettant d'évaluer leurs retombées sur l'économie tant salariale que reproductive.

Se reporter au Panorama de ce Kit pour en savoir plus sur la récente division du WFTC en deux mesures d'incitation fiscale – le Crédit d'impôt pour l'emploi (Employment Tax Credit) et le Crédit intégré pour l'enfance (Integrated Child Credit). Cette mesure fait suite à l'argumentation du Groupe pour un budget des femmes, qui a démontré que les mesures de retour à l'emploi devaient cibler les hommes et les femmes à égalité, et qu'il convenait d'encourager le partage des tâches reproductives entre les hommes et les femmes.

Vandemoortele, J., 'Are user fees and narrow targeting gender-neutral?' (Les droits d'usage et les dotations sélectives sont-ils « neutres » en terme de genre ?), document préparé pour la conférence Towards Gender Responsive Budgeting (Pour une budgétisation soucieuse de l'égalité des sexes), UNIFEM-OCDE-Conseil Nordique-Gouvernement belge, Bruxelles, 16–17 Octobre 2001

Texte intégral : www.dgic.be/eng/txt/themes/gender/unifem/vandemoortele.html

Comment les diverses stratégies de collecte et de dépense des finances publiques affectent-elles différemment les hommes et femmes ? Pour pallier l'insuffisance des budgets sociaux, différentes méthodes sont employées comme l'instauration de services payants (droits d'usage ou d'accès, redevances individuelles) et les dotations sélectives (attribution plus spécifique des fonds). Or, ces dernières ont diverses incidences sur les femmes et les pauvres. Le paiement d'une redevance pour l'eau, la santé et l'éducation ne permettent pas vraiment d'augmenter les budgets sociaux et restreignent souvent l'accès des femmes et des populations pauvres à ces services. Ce sont généralement les femmes qui doivent assumer le coût de l'eau, dans la mesure où elles sont chargées des corvées d'eau. Or, le contrôle des hommes sur les ressources du foyer peut très bien les empêcher de dépenser de l'argent dans ce domaine. Les redevances et droits d'usage sont donc souvent payés par les femmes, alors que les conditions de ressources sont calculées sur la base du revenu (masculin) du foyer. Pour ce qui est de la santé et de l'éducation, les frais de soins ou d'inscription qui restent à la charge de l'usager aggravent souvent les inégalités entre les sexes en termes d'accès aux soins et de scolarisation effective. Le document discute également du fait que les dotations spécifiques – qui sont souvent proposées comme un moyen de réduire les coûts – ne contribuent pas à garantir l'accès universel aux services, soit parce qu'elles ne sont pas bien ciblées ou engendrent de gros frais d'administration.

Voir également le document de Simel E'im dans la section 3.3 : Revenus : étude d'incidence fiscale, droits d'usage, réforme fiscale et mondialisation, pour une vue d'ensemble des questions relatives aux politiques des revenus.

4.5 Les budgets, des instruments au service des droits

Community Agency for Social Enquiry (CASE), 'The budgetary implications of the implementation of the Domestic Violence Act' (La loi contre la violence domestique : quelles implications budgétaires ?), CASE, Le Cap, 2000

Texte intégral : www.case.org.za/htm/dva2.htm

La nouvelle Loi contre la violence domestique, adoptée en Afrique du Sud en 1998, a considérablement amélioré la loi préexistante en ce domaine. Elle sanctionne en effet les abus commis dans un champ de relations plus vastes, incluant les parents, les frères et sœurs, les partenaires sexuels même lorsqu'ils ne vivent pas ensemble et les partenaires homosexuels. Elle couvre les violences aussi bien sexuelles, physiques et morales qu'économiques. Les militants de l'organisation non gouvernementale précisent cependant que cette loi n'introduira de véritables changements dans la vie des femmes d'Afrique du sud que si le gouvernement engage des fonds suffisants pour sa mise en œuvre. L'étude présentée dans ce document s'appuie sur des entretiens avec des fonctionnaires gouvernementaux et des représentants d'O.N.G. et se penche sur les implications budgétaires de l'application de cette loi dans la région du Cap Ouest. Elle décrit de façon détaillée les ressources nécessaires pour financer les nouvelles activités des Ministères de la Protection et de la Sécurité, de la Justice et des Affaires sociales, à savoir : la création d'un service spécialisé, la formation des prestataires de services publics, le recrutement d'interprètes, le renforcement des services aux zones rurales et la création de foyers d'accueil.

Pillay, K., Manjoo, R. et Paulus, E., 'Rights, roles and resources: an analysis of women's housing rights – implications of the Grootboom case' (Droits, rôles et moyens : une analyse des droits des femmes en matière de logement), document pour l'Initiative budgétaire des femmes, Le Cap, 2002

En dépit de grandes avancées vers le respect effectif du droit au logement, plus de 5 millions de sud-africains n'ont toujours pas de toit. L'accès des femmes à un logement décent en particulier est contrecarré par des lois et pratiques discriminatoires, à l'égard des femmes, noires en particulier. Ce document explore les problèmes soulevés lors du procès de la communauté de Grootboom, revendiquant le droit constitutionnel à un logement décent et les relie au cadre budgétaire en matière de logement. L'analyse sexospécifique du budget consacré au logement est particulièrement difficile, en raison de l'absence totale de données ventilées par sexe. Il est donc difficile de déterminer dans quelle mesure l'État a rempli ses obligations en termes d'accès au logement des femmes marginalisées. Bien que le logement ne soit pas uniquement le problème des femmes, les lois, les politiques, les programmes et les budgets en ce domaine doivent prendre en compte les aspects historiques, sociaux et économiques de la situation des femmes. Il est recommandé de passer d'un programme de logement « neutre » en terme de genre à un programme tenant compte de la dimension hommes-femmes, en commençant par une analyse sexospécifique complète de la situation actuelle, chargée entre autres de définir les besoins des différents groupes de femmes. Il est également crucial de mener une collecte permanente de données ventilées par sexe et d'élaborer des indicateurs sexospécifiques, de façon suivie, ainsi que d'instaurer un contrôle régulier pour que le droit des femmes au logement devienne peu à peu effectif. Le document sera bientôt disponible sur le site Web de Women'sNet :

www.womensnet.org.za.

Voir également le travail du Groupe spécial de San Francisco sur la CEDAW à la section Outils, guides et matériels de formation.

5. Outils, guides et matériels de formation

Il n'y a pas de recette ou de formule magique pour l'analyse budgétaire sexospécifique et la formulation de budget soucieux de l'égalité des sexes. Les outils, guides et matériels de formation présentés ci-dessous sont un moyen de partager des stratégies de renforcement des capacités existantes, et de permettre à d'autres de s'en inspirer en les adaptant à leur propre contexte.

Budlender, D., Sharp, R. et Allen, K., *How to Do a Gender-Sensitive Budget Analysis: contemporary research and practice* (Comment mener une analyse budgétaire sexospécifique ? Une revue des études et pratiques actuelles), Australian Agency for International Development and Londres, Secrétariat du Commonwealth, Canberra, 1998

Texte intégral : www.bellanet.org/grbi/docs/AusAIDTrainingManual.pdf?OutsideInServer=no

Comment « faire » un budget soucieux de l'égalité des sexes ? Quelles en sont les étapes ? Comment le gouvernement peut-il réellement impulser et prendre des mesures en ce sens ? Ce document pratique est la base d'une série d'ateliers structurés à destination des agents des ministères des finances et d'autres ministères qui ont la charge d'inscrire dans la pratique un budget sexospécifique. Il couvre les différentes étapes pratiques de la première année d'une telle initiative. Le document est divisé en sept sections et comporte un peu de théorie, quelques exemples de travaux menés par différents experts (universitaires, responsables politiques et praticiens) et des études de cas illustrant les bonnes pratiques. Des questions pour orienter le débat sont formulées à la fin de chaque section, demandant souvent aux participants d'appliquer ce qu'ils viennent d'apprendre à la situation spécifique de leur pays. La dernière section propose des exercices à mener en petits groupes en fonction des attributions ministérielles, pour travailler sur des processus spécifiques à leur domaine d'intervention.

Les quatre premières sections abordent le contexte, les théories et la méthodologie générale, définissant les concepts de genre et de budgétisation et ce qui les relie, et présentant de façon très accessible l'état actuel de la réflexion sur les budgets sexospécifiques. Ces sections donnent aux lecteurs des arguments pour réclamer des moyens en vue d'élaborer leur propre budget soucieux de l'égalité des sexes : arguments en terme d'efficacité ou expliquant les disparités sexuelles. Les participants sont encouragés à débattre sur différents thèmes formulés sous forme de questions, comme les différents rôles des hommes et des femmes (voir l'encadré ci-dessous), assorties d'une grille de réponse :

Les hommes et les femmes dans leurs différents rôles

Thèmes de discussion

- Quels sont les rôles reproductifs courants des femmes dans ce pays ? Sont-ils rémunérés ou non ? Quel soutien le gouvernement apporte-t-il à ceux qui assument ces rôles ?
- Quels sont les rôles productifs courants des femmes ? Et des hommes ? Se situent-ils dans le secteur formel ou informel ? Sont-ils rémunérés ou non ? Sont-ils à leur compte, employeurs, employés, aide familial(e) ? Quel soutien le gouvernement apporte-t-il à ceux qui assument ces rôles ?
- Quels sont les rôles communautaires courants des femmes ? Et des hommes ? Sont-ils rémunérés ou non ? Quel soutien le gouvernement apporte-t-il à ceux qui assument ces rôles ?
- Note-t-on des évolutions ? Le soutien politique du gouvernement évolue-t-il, et si oui, qui en bénéficie ? Les frontières entre les différents rôles sont-elles très tranchées ?

(p. 23)

Les sections 5 et 6 présentent les outils généraux utilisés dans l'analyse budgétaire sexospécifique, ainsi que des études de cas illustrant comment appliquer les méthodes dans différents ministères. Il y est question de l'intégration du travail non rémunéré dans l'analyse des budgets au travers d'enquête sur l'utilisation du temps. Chaque outil est décrit, ainsi que son utilisation, et illustré par des exemples comme un extrait d'analyse des prestations de santé du point de vue des bénéficiaires au Sri Lanka. Figurent également des exemples de discours d'orientation budgétaire achevés comme le discours du budget des femmes australiennes (Australian Women's Budget Statement (1995–96)) et les recommandations faites au gouvernement britannique par le Groupe du budget des femmes en 1998.

La section 7 présente un plan de préparation détaillé d'une première déclaration budgétaire soucieuse de l'égalité des sexes, en se concentrant sur la ventilation de l'ensemble des recettes et des dépenses de chaque ministère en trois domaines principaux : les dépenses ciblant spécifiquement les hommes et les femmes, les dépenses en vue d'établir l'égalité des chances, et les dépenses budgétaires générales ou courantes. Cette section offre à la fois un cadre conceptuel et un bon point de départ pour débattre des discriminations et des disparités sexuelles observables dans des domaines spécifiques de l'économie comme les dépenses consacrées à l'égalité des chances face à l'embauche, les biens et les services, ou encore la fiscalité.

La section 8 explique qu'il est pratique, dans l'élaboration d'un budget sexospécifique, de sélectionner d'abord un nombre limité de portefeuilles/ministères ou de secteurs. Cette section montre comment

les divisions à portefeuille unique peuvent procéder concrètement à l'analyse de leur budget. Elle guide les participants des ateliers dans la catégorisation des revenus et des dépenses de leurs ministères. Elle se concentre donc sur les tâches, les données nécessaires et la planification. Pour aller plus loin, il est important de concevoir un plan d'action - une liste de contrôle final et un « calendrier des tâches » est fourni à cette fin :

Élaborer un plan d'action					
Liste de contrôle					
<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les questions sexospécifiques qui interviennent dans les quatre catégories de dépenses et de revenus sélectionnés pour chaque portefeuille/secteur, ministère ? • Quels outils d'analyse vont être utilisés ? • Quels indicateurs vont être élaborés ? • Quelles sont les sources de données – celles qu'il convient de développer comme celles qui sont déjà disponibles ? • Sur quoi va-t-on mettre l'accent : les dépenses/budgets (et recettes) actuelles, passées ou futures ? • Quelles sont les structures de responsabilité ? • Dans quel document/sous quel format l'analyse budgétaire sexospécifique sera-t-elle présentée ? • Comment l'élaboration d'une analyse de portefeuille selon le genre s'intègre-t-elle dans le cycle budgétaire ? • Comment l'exercice sera-t-il évalué ? 					
Calendrier des tâches					
Tâche	Éléments qui la composent	Personne (s) responsable(s)	Matériel soumis à	Début	Fin
1					
2					
3					

(p. 77-78)

Elson, D., *Gender Budget Initiative Tools (Les outils de l'initiative budgétaire sexospécifique)*, Londres, Secrétariat du Commonwealth, 1999

Texte intégral : www.thecommonwealth.org/gender/html/publications/gms_pdf/Brochure3.pdf

Les outils conçus par Diane Elson sont les plus souvent cités de tous les cadres de mise en œuvre d'IBS. Le kit de réalisation d'une initiative budgétaire sexospécifique du Secrétariat du Commonwealth comporte les fiches-outils suivantes :

1. Analyse ventilée par sexe de l'offre de services publics et des priorités budgétaires selon le point de vue des bénéficiaires
2. Analyse de l'incidence des bénéfices des dépenses publiques ventilée par sexe
3. Évaluation de la sensibilité au genre des politiques de financement public par secteur
4. Rapport d'orientation budgétaire au regard des objectifs de l'égalité des sexes
5. Analyse ventilée par sexe de l'impact du budget sur l'utilisation du temps
6. Cadre de politique économique à moyen terme sensible à la dimension du genre

S'y ajoute parfois un septième outil : l'analyse de l'incidence fiscale ventilée par sexe.

Dans ces fiches, chaque outil est décrit en quatre parties : instruments, exemples, institutions parties prenantes et mise en œuvre. On peut se procurer des exemplaires papiers du kit auprès de la Division de la jeunesse et de l'égalité des sexes (The Gender and Youth Affairs Division), Secrétariat du Commonwealth (voir la section Réseaux et coordonnées).

Ces outils sont également décrits dans le panorama de ce *Kit Actuel*.

San Francisco CEDAW Task Force/Commission on the Status of Women, *Guidelines for a Gender Analysis: human rights with a gender perspective, implementing the Convention on the Elimination of all forms of Discrimination Against Women (CEDAW), Steps 1–5*, (Lignes directrices pour la conduite d'une analyse sexospécifique : envisager les droits humains sous l'angle de la problématique hommes-femmes, mettre en œuvre la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)), étapes 1-5, Commission on the Status of Women, San Francisco, 2000

Texte intégral : www.ci.sf.ca.us/cosw/cedaw/guidelines.pdf

En 1998, en dépit du refus des États-Unis de ratifier la CEDAW, la ville et le comté de San Francisco ont introduit une réglementation en vue d'appliquer le traité au niveau local. Dans cet effort, l'administration locale doit mener une analyse sexospécifique de ses postes budgétaires, des

prestations du service public et des pratiques dans le domaine de l'emploi. Ces lignes directrices, spécifiquement conçues pour la ville de San Francisco, montrent comment conduire une analyse sexospécifique des dotations budgétaires au niveau local. Elles servent de guides pour entreprendre un processus en cinq étapes : collecte de données ventilées par sexe ; analyse de la façon dont la problématique hommes-femmes est intégrée dans les opérations de l'administration et de son impact sur la communauté ; formulation de recommandations et d'un plan d'action ; contrôle. Les méthodes et les outils utilisés pour achever chaque étape sont présentés dans les lignes directrices, avec des matériels d'aide. Les étapes un et deux, par exemple, qui abordent la collecte des données et la conduite de l'analyse sexospécifique, dressent une liste de questions précises à poser aux administrations municipale/du comté (voir l'encadré ci-dessous). Des suggestions de présentation des données dans des tableaux prédéfinis sont proposées. Dans la description de chaque étape, les méthodes participatives sont encouragées, et notamment : organiser des groupes focaux et des entretiens avec les groupes communautaires pendant la phase de collecte des données, solliciter les membres du public afin qu'ils fassent part de leurs commentaires sur l'analyse, et élargir les programmes de formation et de recrutement aux groupes sous-représentés.

Questions pour la première étape : collecter les données

Élaboration du budget

- Demander que soit fourni le budget annuel définitif (le budget approuvé avec les dotations budgétaires annuelles) des deux dernières années fiscales.
- Demander que soit décrit en détail le processus de planification du budget. Comment les critères/priorités/objectifs généraux et ciblés ont-ils été définis ?
- Demander la liste des critères/objectifs budgétaires stratégiques de l'administration. Demander d'y inclure les grands critères qui ont servi à évaluer les priorités budgétaires. Le critère du genre a-t-il été utilisé dans la définition des thèmes stratégiques ?
- Demander que soient fournies des données ventilées par métier, sexe et origine/appartenance ethnique sur les différents individus impliqués dans la programmation budgétaire. Faire préciser également comment ces personnes sont impliquées dans la programmation budgétaire.
- Par quels processus le public (c'est-à-dire, les usagers, les bénéficiaires, les prestataires et/ou les groupes communautaires) est-il impliqué dans la programmation budgétaire ? Demander d'inclure des informations sur les méthodes d'approche adoptées pour impliquer le public. Se les faire expliquer.

(p. 17)

Hofbauer Balmori, H., Sánchez-Hidalgo, D. et Zebadúa Yáñez, V., 'Presupuestos Sensibles Al Género: Conceptos y Elementos Básicos' (Budgets sexospécifiques : concepts et éléments clés), Ministère de la santé, Mexico, 2002

Texte intégral : www.siyanda.org/docs/conceptos.pdf

Ce manuel rédigé pour le Ministère de la santé mexicain fournit aux responsables politiques des informations en vue d'intégrer une perspective de genre dans le Programme national de santé. Les inégalités entre les sexes interviennent dans la vulnérabilité aux maladies, l'accès aux soins et la qualité des services. Le Programme "Femmes et santé", mené dans le cadre du Programme national de santé, a produit ces lignes directrices à l'intention des responsables des programmes et services de santé, pour introduire la notion de genre et les problèmes qui s'y rattachent. Le document se divise en cinq sections. La première section définit les concepts fondamentaux rattachés à la notion de genre et explore son impact sur l'économie et la santé. La seconde précise ce qu'on entend par budget sensible à la dimension de genre ou sexospécifique et comment on peut s'en servir. La troisième aborde deux problèmes sanitaires, le planning familial et le traitement du diabète sucré, et propose une démarche pour réduire les inégalités sexuelles. La quatrième section identifie les éléments qui composent l'analyse selon le genre des budgets de programme et la dernière section montre en quoi l'analyse budgétaire sexospécifique peut améliorer les performances du secteur de santé.

Rusimbi, M., Budlender, D., Shayo, R. et Pehrsson, S., *Checklist for Mainstreaming Gender into the Government Budget* (Liste de contrôle pour l'intégration du genre dans le budget public), préparé pour le Ministère des finances, Dar es Salaam, septembre 2000

Comment mener une analyse selon le genre des grands modèles macro-économiques ? Cette checklist présente une démarche pas à pas en vue d'introduire la problématique hommes-femmes dans les Cadres de dépenses à moyen terme (Medium-Term Expenditure Framework (MTEF)). C'est également un outil à l'intention de tous les hauts fonctionnaires des ministères, divisions et agences gouvernementales qui interviennent dans la planification et les budgets, et en premier lieu ceux qui ont déjà une compréhension élémentaire des concepts relatifs à la notion de genre. La liste commence par un bref aperçu de ce qu'est un budget sexospécifique et de son intérêt. Puis elle décrit successivement sept étapes, dont la conduite d'une analyse de l'institution partie prenante et l'examen de la mission et des objectifs du département. Chaque étape comporte un descriptif et une liste de contrôle. Ainsi, l'étape 2 montre comment on peut examiner un environnement sectoriel selon une perspective de genre. Une liste de contrôle en trois points est proposée :

1. Mener une analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (analyse SWOT : strengths, weaknesses, opportunities, threats) au regard de l'égalité des sexes.
2. Examiner les informations et l'analyse sexospécifique à la lumière des résultats.

3. Prendre en compte tout (personnes comprises) ce qui peut promouvoir ou faire obstacle à l'égalité des sexes.

Le processus et la manière de le conduire sont expliqués à chaque étape. La liste de contrôle vise à introduire d'autres thèmes de discussion sur la problématique hommes-femmes dans les ministères, divisions et agences gouvernementales. Comme le processus de CEMT, elle met l'accent sur le volet dépenses du budget, en prévoyant d'intégrer le genre dans le volet recettes à une étape ultérieure.

CASE, GETNET et UNIFEM, *Money Matters: Workshop Materials on Gender and Government Budgets. Botswana, South Africa, and Zimbabwe* (Parlons argent : matériels d'atelier sur le genre et les budgets publics. Botswana, Afrique du Sud et Zimbabwe), CASE, GETNET et UNIFEM, Afrique du Sud, 2002

Et :

Women's Budget Initiative and GETNET, *Money Matters: Workshop Materials on Gender and Government Budgets*. (Parlons argent : matériels d'atelier sur le genre et les budgets publics. Afrique du Sud), Women's Budget Initiative et GETNET, 2000

Qu'est-ce qu'une analyse budgétaire selon le genre ou sexospécifique ? Comment peut-on se servir de cette analyse pour réduire les inégalités entre les sexes ? Ces matériels d'atelier produits grâce à la collaboration d'organisations de la société civile et de militants d'Afrique du Sud, du Botswana et du Zimbabwe peuvent apporter des éléments de réponse. Ces matériels visent à développer la compréhension des processus budgétaires gouvernementaux (module 1 : « Qu'est-ce qu'un budget ? »), guider l'analyse des politiques et des budgets en vue de mesurer leur impact sur les femmes (module 2 : « Qu'est-ce que l'équité ? »), et aider à élaborer des outils permettant de s'engager efficacement avec le gouvernement sur ses priorités budgétaires (module 3 : « Campagnes et plaidoyer »). Les modules et les séances s'appuient sur des exemples tirés de nombreux secteurs, ministères et administrations et sont conçus de façon à pouvoir être utilisés ensemble ou séparément. Chaque module comporte : des objectifs ; des instructions à l'intention des animateurs ; une description des activités (exercices, mis en commun des idées, discussion en petits groupes et bilan) ; et des documents que les animateurs peuvent reproduire sur transparents. L'atelier part du principe que les participants savent lire et compter – les matériels sont rédigés dans un anglais très accessible. Le dernier jeu de ressources (2002), qui peut s'utiliser dans les trois pays, part de la version originale, conçoit pour les participants d'Afrique du Sud. Il regroupe les deux jeux de ressources en ajoutant à la version originale des sections complémentaires sur : les trois niveaux de gouvernement en Afrique du Sud (national, provincial et local) ; l'emploi dans le secteur public ; et la repriorisation des budgets. Des exemples de documents d'atelier et un exercice sont reproduits ci-dessous :

Document : le budget fonctionnel envisagé selon une perspective de genre

De tout temps, la budgétisation a consisté à gérer des sommes d'argent. Le principal objectif était de vérifier que l'argent était bien dépensé comme prévu, mais on n'accordait guère d'importance aux plans eux-mêmes, à déterminer s'ils étaient bons ou mauvais.

Les budgets fonctionnels sont une nouvelle approche qui tente de pallier les insuffisances de la budgétisation traditionnelle. Les budgets fonctionnels associent planification stratégique, planification financière, et gestion des performances. Le principal objectif des budgets fonctionnels est d'allouer des ressources (entrées) en fonction du but (objectifs) à atteindre, et de rapprocher les ressources des résultats (produits et résultats). Les objectifs sont définis sous forme de produits et de résultats mesurables et les entrées sont fixées dans la limite des ressources (« l'enveloppe ») disponibles. Les produits évaluent le nombre de « produits livrables » immédiatement, par exemple le nombre d'étudiants formés ou de vaccins distribués. Les résultats mesurent l'impact des produits livrables, comme l'amélioration de la santé de la population.

Les budgets fonctionnels mettent l'accent sur l'utilisation qui est faite des fonds. En rapprochant l'objectif à atteindre des coûts, il augmente l'efficacité et le rendement. Si les responsables budgétaires sont sensibilisés aux problèmes de l'équité, il peut également améliorer l'équité [.....]. Les domaines les plus importants dans les budgets fonctionnels sont :

- Résultats : quels sont les objectifs ?
- Activités : quelles actions sont prévues pour atteindre ces objectifs ?
- Entrée : de quelles ressources avez-vous principalement besoin pour mener votre action et remplir vos objectifs ?
- Produit : quels indicateurs permettront de mesurer si vous avez atteint ou non vos objectifs ?

La démarche propre au budget fonctionnel peut facilement être adaptée pour analyser le budget selon une perspective de genre.

(Extrait d'un document du module 1 : « qu'est-ce qu'un budget ? »)

Exercice : la journée de 24 heures

Demandez aux participants de remplir le Document G [version abrégée ci-dessous], en renseignant la façon dont ils occupent généralement leur temps, heure par heure, la nature de l'activité et si celle-ci est rémunérée ou non. Une fois le tableau complété, demandez-leur de remplir la même liste pour un membre du sexe opposé – leur partenaire, ami(e), parent(e) – et d'y inscrire leur emploi du temps.

(15 minutes)

Ma journée de 24 heures

Heure	Activité	Rémunérée	Non rémunérée

La journée de 24 heures de mon (ma) partenaire/ami(e)/parent (e) de sexe opposé

Heures	Activité	Rémunérée	Non rémunérée

(Extrait d'un exercice du module 2 : « Qu'est-ce que l'équité ? »)

Document : 10 étapes pour des campagnes et un plaidoyer efficace

Le Projet de plaidoyer sur le thème du genre (The Gender Advocacy Project (GAP)) [Afrique du Sud] propose une démarche en 10 étapes pour aider les organisations à renforcer l'efficacité de leurs campagnes de pression et de plaidoyer :

1. Identifier le problème
2. Préciser l'objectif
3. Connaître les faits
4. Comprendre le système
5. Bien programmer son intervention dans le temps
6. Identifier les groupes ciblés
7. Élaborer et diffuser le message
8. Rechercher des soutiens
9. Engager des moyens
10. Contrôler et évaluer ce qui a été fait

(Extrait d'un document du module 3 : « Campagnes de pression et de plaidoyer »)

L'UNIFEM procède actuellement à la publication de ces matériels (versions papier et électroniques). Voir les Réseaux et coordonnées pour de plus amples informations.

6. Matériels d'éducation populaire

Série "Money Matters" (Parlons argent !)

Comment rendre la recherche et l'analyse budgétaire sexospécifiques accessibles aux non-spécialistes ? Quel type de soutien peut-on apporter aux défenseurs de l'analyse budgétaire sexospécifique ? Les trois ouvrages « Money Matters » sont des versions populaires des cinq analyses menées dans le cadre du Budget des femmes sud-africaines (voir l'entrée Afrique dans la section des Études de cas pour en savoir plus sur ces initiatives). Ces ouvrages sont des outils au service des activités de lobbying et de plaidoyer et visent un public anglophone (deuxième langue), scolarisé pendant au moins 10 ans. Cette série est une initiative conjointe de l'Agence communautaire pour l'enquête sociale (Community Agency of Social Enquiry - CASE), l'Institut pour la démocratie en Afrique du Sud (Institute for Democracy in South Africa - Idasa), et le Comité parlementaire sur la qualité de vie et la condition des femmes (Parliamentary Committee on the Quality of Life and Status of Women).

Tous ces ouvrages sont en vente auprès de l'Idasa : www.idasa.org.za/m_main.php?view=7 (ou se reporter à la section « Réseaux et coordonnées »).

Hurt, K. et Budlender, B. (eds), *Money Matters [One]: women and the government budget* (Parlons argent ! [1] : les femmes dans le budget de l'État), Idasa, Le Cap, 1998

Cet ouvrage montre, par des récits et explications simples, l'importance des politiques et budgets sensibles à la problématique hommes-femmes pour réaliser l'égalité entre les sexes et entre les différents groupes d'hommes et de femmes en Afrique du Sud. Il résume à l'intention des non-spécialistes des chapitres du « Budget des femmes » (*The Women's Budget* (1996) : la situation des femmes sud-africaines ; l'emploi ; les prestations sociales ; l'éducation ; le service public et la fiscalité) et du « Second budget des femmes » (*The Second Women's Budget* (1997) : protection et sécurité ; justice et centre pénitentiaires ; affaires foncières et agriculture ; santé). Il s'appuie sur différents exemples, comme :

Revenu, disparités sexuelles et discriminations raciales

Le tableau montre que les femmes gagnent beaucoup moins que les hommes dans tous les groupes raciaux, l'écart étant particulièrement important dans le cas des femmes qui sont à leur compte. Le tableau illustre aussi que les femmes blanches gagnent considérablement plus que les hommes africains.

Gain mensuel moyen par sexe et origine en Afrique du Sud, en 1995

Source	Sexe	Africains	Métis	Indiens	Blancs
Salaires	Femmes	R1 188	R1 170	R2 106	R2 955
	Hommes	R1 479	R1 558	R2 986	R5 578
Revenus (indépendants)	Femmes	R1 831	R1 831	R5 026	R7 036
	Hommes	R4 310	R6 005	R11 802	R20 270

(p. 9)

La santé : récit d'une expérience

« Sinah Mamuremi s'accroche à son bébé de dix-huit mois au moment où le taxi décrit un grand virage. Elle soupire. C'est la deuxième fois en une semaine qu'elle doit s'absenter de son travail pour se rendre à la clinique. Elle est inquiète car, la veille, son patron l'a regardé d'un drôle d'air quand elle a annoncé qu'elle allait devoir prendre des jours de congés.

Lundi, déjà, elle a dû se rendre à un examen de bilan pour commencer une nouvelle contraception. Aujourd'hui, mercredi, elle doit faire vacciner son bébé. Il aurait mieux valu qu'elle puisse faire les deux le même jour. La sœur de la clinique avec qui elle a discuté lui a dit que le Ministère de la santé voulait introduire des services intégrés pour que les gens puissent régler tous leurs problèmes de santé en une seule visite, mais ils se font attendre.

Ces frais de taxi supplémentaires et son absence au travail lui causent bien des soucis – et voilà qu'elle va devoir revenir pour une autre visite, un autre jour, parce qu'elle fait de l'hypertension ! ».

(p. 54)

Hurt, K. et Budlender, B. (eds), *Money Matters Two: women and the local government budget* (Parlons argent ! [2] : les femmes et le budget de l'État), Idasa, Le Cap, 2000

Les chapitres du Quatrième budget des femmes (*The Fourth Women's Budget* (1999)) sont résumés pour les non-spécialistes dans le second volume de la série Money Matters. Après une introduction sur les femmes et le budget municipal, les cas de cinq municipalités sont étudiées : Lusikisiki, Greater Middelburg, Port Elizabeth, Greater Lebowakgomo, et Le Cap (voir également le résumé du Quatrième budget des femmes sous l'entrée Afrique dans la section Études de cas). Divers exemples, dont certains sont reproduits ci-dessous, illustrent l'importance de la problématique hommes-femmes et d'attribuer des dotations budgétaires suffisantes dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement, de l'enlèvement des ordures et de l'électricité :

Projet d'éclairage des rues de port Elizabeth

Le projet a installé 44 mâts d'éclairage, en a électrifié 12 déjà existants et modernisé 23 dans les quartiers les plus déshérités de la ville. L'étude a montré qu'avec ce type d'éclairage :

- Le nombre de vols, de cambriolages et d'agressions avait diminué.
- Les femmes pouvaient mettre du linge à sécher la nuit et planter des légumes et des plantes, sans craindre les vols.
- Les femmes étaient moins inquiètes pour la sécurité de leurs enfants.
- Les gens se sentaient plus en sécurité pour se promener, se rendre chez les autres ou sortir le soir.
- Les véhicules et les personnes sont plus visibles sur la route, améliorant ainsi la circulation et la sécurité de tous, la nuit. Parce qu'ils peuvent se rendre à pied aux réunions publiques qui ont lieu le soir, les habitants des township dépensent moins d'argent en frais de taxi.
- L'éclairage permet d'économiser sur l'électricité, les bougies et la paraffine car la portée des rampes éclaire suffisamment l'intérieur des maison. La situation est différente du township de Middelburg où les gens trouvaient la lumière des projecteurs trop invasive.

(pp. 36-7)

Hurt, K. et Budlender, B. (eds), *Money Matters Three: women and government revenue*, (Parlons argent ! [3] : les femmes et le budget de l'État), Idasa, Le Cap, 2001

Le recueil de documents sur les recettes publiques du Cinquième budget des femmes (*The Fifth Women's Budget* (2000)) est simplifié ici à l'intention d'un public de non-spécialistes. Les documents résumés traitent des femmes et des droits de douane et d'accises, de la fiscalité et des recettes municipales. Un des exemple montre que le système d'imposition individuelle sur le revenu en Afrique du Sud a été modifié pour mettre fin à une discrimination explicite à l'égard des femmes, qui imposait plus fortement le deuxième revenu d'un foyer (généralement celui des femmes). Mais les changements apportés au système fiscal ont entraîné d'autres discriminations :

Le long chemin vers l'égalité des sexes

Le système a évolué maintenant, et toutes les personnes qui justifient d'un revenu sont taxées à égalité sur une base individuelle. Mais le nouveau système d'impôt sur le revenu est maintenant discriminatoire à l'égard des foyers qui vivent sur un revenu unique. Cela est particulièrement difficile pour les mères isolées qui doivent à la fois gagner de l'argent et s'occuper de leurs enfants.

La discrimination à l'égard des foyers disposant d'un revenu unique est visible lorsqu'on compare deux foyers ayant le même nombre d'adultes et d'enfants, et le même revenu total. L'ancien et le nouveau système fiscal sont comparés dans le tableau ci-dessous :

Foyer A

Composition : un couple et leurs deux enfants
 Le mari gagne : 2 000 R par mois
 La femme gagne : 1 000 R par mois
 Total : 3 000 R par mois

Foyer B

Composition : une femme salariée, ses deux enfants et sa mère sans emploi
 La femme gagne : 3 000 R par mois
 Total : 3 000 R par mois

Comparaison des deux foyers

Foyers	Ancien système fiscal – montant de l'impôt annuel	Nouveau système fiscal – montant de l'impôt annuel
Foyer A	3 435 R	850 R

Foyer B	5 055 R	3 460 R
<p>Le premier foyer paie moins d'impôts avec le nouveau système car le mari et la femme sont imposés séparément. Ils passent sous un seuil d'imposition inférieur [...] La femme du second foyer a autant de personnes à sa charge mais paye quatre fois plus d'impôts que le premier. Ceci parce que l'unique revenu du foyer entre dans une tranche d'imposition supérieure en tant que revenu individuel.</p> <p>Si le nouveau système a supprimé une discrimination explicite à l'égard des femmes mariées, il n'a pas supprimé toutes les discriminations. L'égalité des sexes dans ce domaine n'est toujours pas réalisée.</p>		

(p. 27-28)

Tanzania Gender Networking Programme (TGNP), *Budgeting with a Gender Focus* (Budgéter avec le souci de l'égalité des sexes), TGNP, Dar Es Salaam, 1999

Pour savoir comment se procurer cet ouvrage, visitez la page : www.tgnp.co.tz/Publications.htm
voir la section Réseaux et coordonnées.

« Le Programme de création de réseaux sur le genre en Tanzanie (Tanzania Gender Networking Programme - TGNP), une ONG oeuvrant à l'autonomisation des femmes, a passé près de trois ans à suivre le processus de planification nationale et de répartition des ressources, et à observer leur impact sur les femmes et les hommes, les jeunes et les personnes âgées. Dans le cadre de son initiative budgétaire sexospécifique, en 1999, TGNP a produit une brochure, *Budgeting with a Gender Focus* (Budgéter avec le souci de l'égalité des sexes), de vulgarisation de ses conclusions dans quatre secteurs : le Ministère des finances, de l'éducation et de la santé, et la Commission de planification. La brochure montre le pouvoir que la répartition des ressources nationales confère à ces secteurs et attire l'attention sur les disparités sexuelles les plus criantes, en matière notamment de santé et d'éducation. » (Cité d'après Elson, D., 'Accountability for the progress of women: women demanding action' in Elson, D., *Progress of the World's Women: UNIFEM Biennial Report*, New York, PNUD, 2002, p.120).

7. Ressources Web

Siyanda

www.siyanda.org

Tous les résumés et le texte intégral des documents de cette Boîte à outils (et d'autres encore) figurent au format électronique dans la base de données de Siyanda (hébergée par by BRIDGE). Lancez une recherche en tapant « budgets ».

BRIDGE

www.ids.ac.uk/bridge

Versions électroniques de ce Kit Actu' (Cutting Edge Pack) et les précédentes (« Genre et participation », par exemple): www.ids.ac.uk/bridge/reports_gend_CEP.html

Versions anglaises, françaises et espagnoles du Bulletin *En Bref* :

www.ids.ac.uk/bridge/Bri_bull.html

Ressources en ligne de BRIDGE sur le genre et l'économie dont le *Glossary on Macroeconomics from a Gender Perspective* (Glossaire de macroéconomie selon une perspective de genre) et *Women's and Gender Budgets: An Annotated Resource List* (Budgets des femmes et budgets sexospécifiques : une sélection de ressources commentée) :

www.ids.ac.uk/bridge/reports_gend_ec.html

Site web consacré aux Initiative pour des budgets répondant aux préoccupations et aux besoins des femmes (Gender Responsive Budget Initiatives - GRBI)

www.gender-budgets.org

Ce site Web est une des réalisations de l'Initiative budgétaire sexospécifique menée conjointement par l'UNIFEM, le CRDI et le Secrétariat du Commonwealth. Ils présentent des événements, des activités en lien avec les IBS et une bibliothèque de documentation en ligne.

Il contient également des documents de la Conférence de haut niveau « Vers une budgétisation au service de l'égalité des sexes » organisée sous l'égide du gouvernement belge « Une vision globale pour renforcer la gestion économique et financière », 16–17 Octobre 2001, Bruxelles. Voir également le résumé du rapport de conférence de Holvoet dans les Études de cas.

www.bellanet.org/grbi/index.cfm?Fuseaction=activities_view&Dir=Towards&File=brussels%2Dcover%2Ehtml

Fondation Heinrich Boll (Berlin)

<http://e-education.uni-muenster.de/boell/>

Site Web de la conférence 'Gender Budgets, Financial Markets, Financing for Development: The Gender Dimensions of the Global Financial Architecture' (Budgets soucieux de l'égalité des sexes, marchés financiers, financement du développement : la problématique hommes-femmes dans l'architecture financière mondiale), 19-20 février 2002. Présente des documents de la conférence.

International Budget Project (IBP - Projet de budget international)

www.internationalbudget.org/

L'IBP aide les chercheurs et les ONG des pays en développement à améliorer les politiques budgétaires et les processus décisionnels. Il encourage la recherche en politique, la création de réseaux et fournit des informations et une assistance technique. Le site Web propose des matériels en ligne et des coordonnées à l'intention des membres (y compris ceux qui travaillent sur les budgets sexospécifiques).

Genre, décentralisation et finances publiques (en anglais)

www.worldbank.org/wbi/publicfinance/decentralization/gender.htm

Cette page Web de la Banque mondiale contient des liens vers une vaste gamme de matériels traitant des finances publiques, dont un grand nombre consacré aux concepts des budgets sexospécifiques et aux initiatives en ce domaine, et notamment les matériels d'atelier de la Banque mondiale :

- Atelier de budgétisation sensible à la dimension de genre (3 avril 2002).
- Atelier de budgétisation sensible à la dimension de genre au Pakistan (20-21 novembre 2002).
- Matériels d'un module de formation de 3 heures sur la budgétisation sexospécifique, organisé à Moscou et Saint-Pétersbourg (2002), dans le cadre d'un programme de formation plus large sur la décentralisation fiscale.

8. Réseaux et coordonnées

8.1 Afrique

<p>The Centre for the Study of Violence and Reconciliation (Centre pour l'étude de la violence et la réconciliation - CSVR) www.csvr.org.za/gender/ Contact : Lisa Vetten Courriel : lvetten@csvr.org.za</p> <p><i>Bureau de Johannesburg :</i> 4th Floor, Braamfontein Centre, 23 Jorissen Street, Braamfontein, Johannesburg, Afrique du Sud PO Box 30778, Braamfontein, JHB, 2017 Tél : +27 11 403 5650 Fax : +27 11 339 6785 Courriel : info@csvr.org.za</p> <p><i>Bureau du Cap :</i> Church House, 1 Queen Victoria St, Cape Town PO Box 5326, Cape Town, 8000 Tél : +27 21 422 0258 Fax : +27 21 423 4262 Courriel : hvdmerwe@csvr.org.za</p>	<p>CSVr est une ONG sud-africaine multi-disciplinaire. Elle mène actuellement des recherches sur le financement public des initiatives visant à combattre les violences à l'égard des femmes, dans une collaboration avec l'Initiative budgétaire des femmes sud-africaines, CASE, Idasa et GETNET.</p> <p>Ce projet a trois volets principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Évaluer les dotations budgétaires nationales et provinciales affectées au développement et à la mise en œuvre des politiques et législations relatives aux violences faites aux femmes, et, sur la base de leurs conclusions, animer des ateliers avec des organisations à but non lucratif. • Travailler à une première évaluation du coût social (dont les finances publiques) et individuel des violences faites aux femmes. • Élaborer une stratégie de plaidoyer pour le budget public 2002/3. <p>Pour de plus amples informations sur le projet et un résumé de l'enquête nationale de la Division Genre (Gender Unit) sur l'accès des organisations à but non lucratif aux financements publics : www.csvr.org.za/gender/Docs/State%20Financing.htm</p>
<p>Community Agency for Social Enquiry (Agence communautaire pour l'enquête sociale - CASE) Contact : Debbie Budlender Courriel : debbieb@wn.apc.org Tél : +27 21 447 9852 or +27 82 579 6697 Fax : +27 21 448 6185 20 Alfred Street, Observatory, 7925 Cape Town, Afrique du Sud</p> <p>CASE Head Office: PO Box 32882, Braamfontein 2017 Johannesburg, Afrique du Sud Tél : +27 11 646 5922 Fax : +27 11 646 5919 Director's Courriel : director@case.org.za www.case.org.za/htm/gender.htm www.case.org.za/</p>	<p>L'initiative budgétaire des femmes sud-africaines (South African Women's Budget Initiative (WBI)) est un projet collaboratif d'ONG et de parlementaires nationaux. Les partenaires sont au nombre de trois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CASE (Debbie Budlender) • Institute for Democracy in South Africa (Idasa) – voir l'entrée ci-dessous • Parliamentary Committee on Improvement of the Quality of Life and Status of Women <p>Le projet associe recherche, formation, plaidoyer et renforcement des capacités. Il produit le Budget des femmes sud-africaines (South African Women's Budget), un outil destiné à renforcer les capacités et encourager les efforts de lobbying et de plaidoyer.</p>

	<p>Voir les réalisations du Budget annuel des femmes à Afrique (du premier au quatrième budget des femmes) et Revenus (cinquième budget des femmes) dans la section Études de cas, et à Money Matters dans les Matériels d'éducation populaire. Voir également diverses ressources de Debbie Budlender dans cette Boîte à outils.</p>
<p>Forum for Women in Democracy (Forum des femmes pour la démocratie - FOWODE) Contact : Mukunda Julius Mugisha PO Box 7176 Kampala Plot 80A Kira Road Kampala, Ouganda Tél : +256 41 540241/2 Fax : +256 41 540243 Courriel : fowode@utlonline.co.ug</p>	<p>Pour en savoir plus sur leur Gender Budget Programme (Programme pour un budget soucieux de l'égalité des sexes) : www.wougnet.org/Documents/FOWODE/GBProfileonline.doc</p> <p>Dans le cadre de son programme de plaidoyer, FOWODE anime des formations en matière de budgets sexospécifiques, consistant en deux ateliers résidentiels sur deux jours, sur la base de leur Kit de formation aux budgets sexospécifiques (Gender Budget Training Package). Pour en savoir plus : www.wougnet.org/Documents/FOWODE/Advocacybrochureonline.doc</p> <p>Le manuel de formation utilisée dans cet atelier, cinq rapports de niveau national et cinq autres de district n'ont pas été publiés, en raison d'un manque de financement.</p> <p>FOWODE a organisé une Conférence régionale de l'Afrique de l'Est sur l'intégration du genre dans les budgets, du 17 au 21 juin 2002, avec le soutien du PNUD.</p> <p>L'organisation est actuellement le fer de lance du Réseau « Genre et budgets » de l'Afrique de l'Est. Elle a élaboré un plan d'action et recherche des financements pour le mettre en œuvre.</p>
<p>Gender Education Training Network (GETNET - Réseau de formation à l'enseignement de la problématique hommes-femmes) Contact : Pethu Serote Courriel : pethu@getnet.org.za</p> <p>17 Garlandale Crescent, Garlandale Estate, Athlone, 7764, Cape Town, Afrique du Sud PO Box 333 Athlone, Cape Town, 7760 Tél : +27 21 697 5355 Fax : +27 21 697 5560 Courriel : info@getnet.org.za www.getnet.org.za/</p>	<p>GETNET met l'accent sur le renforcement des savoir-faire, de l'expertise et des capacités en matière d'autonomisation des femmes et de formation des hommes à la dimension du genre. Le réseau travaille en collaboration avec CASE et l'UNIFEM sur les matériels d'ateliers « <i>Money Matters</i> » (se reporter à la section Outils, guides et matériels de formation). Ces matériels de formation seront disponibles en ligne sur le site de l'UNIFEM : www.unifem.undp.org/gender_budgets/</p> <p>Des versions papier seront également diffusées. Pour connaître les modalités de diffusion, contacter Nomcebo Manzini: nomcebo.manzini@undp.org</p>

<p>The Institute for Democracy in South Africa (Idasa - Institut pour la démocratie en Afrique du Sud) Contact : Luyanda Qomfo Courriel : Luyanda@idasact.org.za</p> <p>Pour des renseignements sur les formations, contacter Jolene Adams Courriel : jolene@idasact.org.za</p> <p>Cape Town Democracy Centre PO Box 1739, Cape Town, 8000 Afrique du Sud Tél : +27 21 467 5600 Fax : + 27 21 461 2589 www.idasa.org.za/ (cliquer sur Budget Information Service, puis Women's Budget Project)</p>	<p>Le Service d'informations budgétaires de l'Idasa anime l'initiative budgétaire des femmes. Les autres partenaires sont CASE (voir plus haut) et le Parliamentary Committee on the Improvement of the Status and Quality of Life of Women (voir plus bas).</p> <p>Visitez le site Web pour accéder aux documents (en ligne) du Cinquième budget des femmes et commander les livrets du « Budget des femmes » (1 à 4) et la série « Money Matters ».</p>
<p>Parliamentary Committee on the Improvement of Quality of Life and Status of Women (comité parlementaire pour l'amélioration de la condition et de la qualité de vie des femmes) Directrice : Ms Pregs Govender Parliament of South Africa PO Box 15 Parliament Buildings Cape Town, Afrique du Sud Tél : +27 21 403 2561 Fax : +27 21 461 0462 Courriel : pgovender@anc.org.za</p>	<p>Le comité est l'un des trois partenaires de l'Initiative budgétaire des femmes sud-africaines (South African Women's Budget Initiative (WBI)). Pregs Govender a participé à son lancement en 1995.</p> <p>Les autres partenaires de cette initiative sont CASE et Idasa. Pour en savoir plus, voir plus haut à CASE.</p>
<p>Université du Cap Health Economics Unit (Division des sciences économiques appliquées au domaine de la santé) Contact : Di McIntyre University of Cape Town Private Bag, Rondebosch 7701, Afrique du Sud Courriel : dimac@cormack.uct.ac.za</p>	<p>Coauteure du document produit pour l'initiative budgétaire des femmes sud-africaines : Klugman, B. et McIntyre, D., <i>From policy, through budgets, to implementation: delivering quality health care services</i> (Des politiques à leur mise en œuvre en passant par le Budget : fournir un service de santé de qualité), 2000. Voir la section Afrique dans les Études de cas.</p>
<p>Rwanda Gender Budget Initiative (Initiative budgétaire sexospécifique rwandaise) Ngoné Diop Gender Analyst Adviser (Conseiller en analyse selon le genre) c/o DFID Programme Support Office PO Box BP 576 Kacyiru Sud, Kigali Rwanda Tél : +250 08303018 Courriel : ngonediop@yahoo.com</p>	<p>L'Initiative budgétaire sexospécifique rwandaise est l'initiative menée par le gouvernement rwandais avec le soutien du DFID (Ministère britannique pour le développement international). L'initiative est mise en œuvre par le Ministère chargé de la condition féminine et de l'égalité des sexes, en étroite collaboration avec le Ministère de la planification économique et financière, dans une démarche pilote. Les DSRP et les CEMT ont servi de point d'entrée à l'intégration de la dimension de genre dans le budget.</p>

<p>Tanzania Gender Networking Programme (TGNP - Programme pour la création de réseaux sur le genre en Tanzanie) Contact : Mary Rusimbi Courriel : mary.rusimbi@tgnp.co.tz</p> <p>Gender Resource Centre (Centre de ressources sur le genre) Gender Budget Initiative (Initiative budgétaire sexospécifique) Adresse physique : Mabibo Road, près du National Institute of Transport (NIT) Dar Es Salaam, Tanzanie Adresse postale : PO Box 8921 Dar Es Salaam, Tanzanie Tél : +255 22 244 3205/244 3450/244 3286 Fax +255 22 244 3244 Courriel : tgnp@tgnp.co.tz Courriel pour recevoir des informations sur les publications : info@tgnp.co.tz www.tgnp.co.tz/</p>	<p>L'Initiative budgétaire sexospécifique de TGNP est amplement présentée dans le Panorama et dans <i>En Bref</i>, qui comporte un article sur leurs récents efforts en vue de relier leur travail budgétaire aux processus des DSRP et des PER (Analyse des dépenses en terme de performance) en Tanzanie.</p> <p>Dans cette Boîte à outils, voir : <i>Budgéter avec le souci de l'égalité des sexes</i> dans la section Matériels d'éducation populaire et Rusimbi et al., <i>Checklist for Mainstreaming Gender into the Government Budget, 2000</i>, dans la section Outils, guides et matériels de formation.</p> <p>Visitez également leur site Web, présentant leurs plus récents matériels : www.tgnp.co.tz/current.htm</p> <p>Vous trouverez également en ligne le document <i>Statement refuting continuation of user-fees in health and education in Tanzania</i> (Déclaration pour l'abrogation des redevances en matière de santé et d'éducation en Tanzanie) : www.tgnp.co.tz/refuting.htm</p>
<p>Université de Witwatersrand Barbara Klugman Women's Health Project, University of Witwatersrand Private Bag 3, WITS, 2050, Afrique du Sud Courriel : bklugman@wn.apc.org</p>	<p>Coauteur du document pour l'initiative budgétaire des femmes sud-africaines : Klugman, B. et McIntyre, D., <i>From policy, through budgets, to implementation: delivering quality health care services</i> (Des politiques à leur mise en œuvre en passant par le Budget : fournir un service de santé de qualité), 2000. Voir Études de cas, Afrique.</p>
<p>Zimbabwe Women's Resource Centre and Network (ZWRN - Centre et réseau documentaire des femmes du Zimbabwe) Contact : Isabella Matambanadzo Courriel : isabella@zwrn.org.zw</p> <p>Contact : Margaret Zunguze (Directrice du programme, services d'information) Tél : +263 4 737435/772450 Courriel : margaret@zwrn.org.zw</p>	<p>Le programme Économie et gouvernance de WRCN (au sein du ministère des politiques et de l'action communautaire - Policy and Community Action Department) a deux projets en cours :</p> <p>1. <i>Un projet sur le budget national (National Budget Project)</i>: qui cherche à établir précisément qui fait quoi dans le processus budgétaire du Zimbabwe.</p>

<p>Adresse physique : 288 Herbert Chitepo Ave, Corner 7th Avenue, Harare, Zimbabwe</p> <p>Adresse postale : P.O. Box 2192 Harare Zimbabwe Tél : +263 4 737 435/792450/252389 Fax : +263 4 720331 Courriel : zwrcn@zwrcn.org.zw Web: www.zwrcn.org.zw</p>	<p>2. <i>Un fonds d'aide nationale pour la lutte contre le SIDA (National AIDS Trust Fund -NATF)</i> (anciennement « AIDS Levy Project », Projet de taxe pour le SIDA) : il cherche (a) à analyser les disparités sexuelles du NATF en termes d'accès, de prestations et d'impact, (b) élaborer une stratégie de campagne en vue d'exercer un contrôle sur le NATF, et (c) améliorer l'accès des femmes qui vivent avec le VIH/SIDA (séropositives et/ou touchées par le virus) aux prestations et au NATF.</p> <p>ZWRCN a actuellement une équipe de recherche qui déploie des efforts en ce sens sur le terrain. Celle-ci se demande pourquoi le NATF n'atténue pas l'impact du VIH/sida sur les femmes, alors que, comme les hommes, celles-ci versent 3 % de leur salaire à ce fonds.</p> <p>ZWRCN publie <i>Gender Budgets Watch</i>. En 2002, ZWRCN a publié un numéro qui contenait un article sur le NATF et un autre sur le coût de la menstruation. Ce dernier propose de supprimer les 50 % de taxe à l'importation et les 15 % des taxes commerciales sur les serviettes et tampons hygiéniques. Dans la rubrique "Ongoing Advocacy Activities" (activités de plaidoyer en cours) du site Web figure une lettre appelant à réduire le coût des menstruations.</p>
--	---

8.2 Asie et Pacifique

<p>Université d'Adelaide Ray Broomhill Department of Social Inquiry (Département des enquêtes sociales) South Australia 5005 Australie Courriel : ray.broomhill@adelaide.edu.au www.labour.adelaide.edu.au/cls/staff/broomhill.html</p>	<p>Auteur d'un ouvrage sur l'initiative budgétaire australienne avec Rhonda Sharp. Voir Sharp, R. et Broomhill, R., <i>Budgeting for equality: the Australian experience</i>, 2002, à Asie et Pacifique dans la section Études de cas.</p>
<p>The Asia Foundation (Fondation asiatique) Contact : Katherine S. Hunter (Senior Director) Courriel : hunter@tafindo.org</p>	<p>Asia Foundation conduit un projet d'analyse budgétaire et de plaidoyer citoyen (Gender Budget Analysis et Citizen Advocacy Project) avec des groupes de femmes en Indonésie (Bandung, Jakarta, Yogyakarta, et Banda Aceh).</p>

<p>Women's Political Participation Program (Programme d'encouragement à la participation politique des femmes) Jl. Darmawangsa Raya No. 50 Kebayoran Baru Jakarta 12160 Indonésie Tél : +62 21 726 1860 Fax : +62 21 726 2834</p>	<p>Le but est de développer de nouvelles compétences et connaissances en matière d'analyse budgétaire sexospécifique et de mettre la décentralisation et la démocratisation au service des femmes.</p> <p>Se reporter à la sous-section Plaidoyer, processus participatifs et responsabilité dans la section Études de cas pour un résumé de l'ouvrage de Lisa VeneKlasen <i>Highlights from a citizen/gender budget advocacy project in Indonesia</i>.</p>
<p>Bandung Institute of Government Studies (Institut d'études gouvernementales de Bandung - BIGS) Contact : Dedi Haryadi (Directeur de programme)</p> <p>Jl. Bangbayang No.5 Bandung 40132 Indonésie Tél : + 62 22 253 2429 Courriel : biggs@bdg.centrin.net.id</p>	<p>BIGS est une ONG qui mène un travail de recherche et de plaidoyer en faveur de la bonne gouvernance à travers l'analyse budgétaire, la reddition comptable dans le domaine des services publics et le renforcement des capacités institutionnelles. En matière de budgétisation, elle s'intéresse au problème du logement dans les zones de bidonvilles. Elle s'appuie sur une équipe d'organismes locaux, travaillant en étroite collaboration avec les habitants des bidonvilles pour identifier les problèmes et leurs solutions. Voir VeneKlasen <i>Highlights from a citizen/gender budget advocacy project in Indonesia</i> dans la section Études de cas, comme l'entrée précédente.</p>
<p>Development Through Active Networking Foundation (DAWN) Contacts : Celia Flor et Andrea Lizares-Si c/o Women's Center Rm. 209 JL Bldg., Lacson-Burgos Sts. Bacolod City Philippines Tél : +63 34 526 256 Courriel : celia@bcd.webling.com</p>	<p>DAWN a conduit une initiative budgétaire sexospécifique à Bacolod, avec le financement d'Asia Foundation (TAF). Voir Flor, C. et Lizares-Si, A., 2002, 'The Philippines: getting smart with local budgets [Level 1]' à l'entrée Asie et Pacifique dans les Études de cas.</p>
<p>Karnataka Women's Information and Resource Centre (Centre de documentation et d'information pour les femmes de Karnataka) Contact : Devaki Jain</p> <p>Tharanga 10th Cross Rajmahal Vilas Extension 560080 Bangalore, Inde Courriel : lcjain@bgl.vsnl.net.in</p>	<p>Devaki Jain travaille à « élaborer des budgets par en bas » et met l'accent sur la participation des citoyens dans les processus de décentralisation en Inde. Elle a présenté un document <i>Recreating the budgetary process – women direct fiscal policy</i> (Pour une refonte du processus budgétaire -- les politiques de fiscalité directe et les femmes) lors de la Conférence de haut niveau UNIFEM-OCDE-Conseil Nordique-Gouvernement belge, Bruxelles, 16–17 Octobre 2001. Il est consultable en ligne : www.dgic.be/eng/txt/themes/gender/unifem/devaki.html</p> <p>Il fait le bilan de la décentralisation des fonctions gouvernementales à l'échelon local et des opportunités qu'elle ouvre au travail budgétaire sexospécifique à Karnataka, et propose des moyens de progresser en ce sens.</p>

<p>Mazdoor Kisan Shakti Sangathan (MKSS) (Association pour le pouvoir des ouvriers et des paysans) Village Devdungri Post Barar District Rajsamand – 313341 Rajasthan Inde Tél : +91 02951 43254 / 50180 Courriel : mkssrajasthan@yahoo.com</p>	<p>MKSS dévoile dans des audiences publiques la mauvaise utilisation des fonds de développement, en démontrant l'importance de l'accès des citoyens aux documents officiels, dont les budgets et dépenses locales. Ils ont inspiré une campagne nationale pour le droit à l'information.</p> <p>Le travail de MKSS est présenté dans le document de Goetz et Jenkins, <i>Accountability to women in development spending – experiments in service-delivery audits at the local level</i> dans la section Plaidoyer, processus participatifs et responsabilité.</p>
<p>University of South Australia Contact : Rhonda Sharp Research Centre for Gender Studies WL 3-57, City West Campus North Terrace, Adelaide, South Australia 5000 Australie Tél : +61 8 830 20007 Fax : +61 8 830 20512 Courriel : rhonda.sharp@unisa.edu.au</p>	<p>Coauteure de <i>How to Do a Gender-Sensitive Budget Analysis: contemporary research and practice</i>, 1998 (voir la section Outils) et d'un ouvrage consacré à l'initiative budgétaire sexospécifique australienne avec Ray Broomhill. Voir Sharp, R. et Broomhill, R., 2002, <i>Budgeting for equality: the Australian experience</i> à Asie et Pacifique dans les Études de cas.</p>

8.3 Europe

<p>Birkbeck College Rob Jenkins Birkbeck College University of London Malet Street Bloomsbury Londres WC1E 7HX Royaume-Uni Courriel : r.jenkins@bbk.ac.uk</p>	<p>Coauteur de Goetz et Jenkins, <i>Accountability to women in development spending – experiments in service-delivery audits at the local level</i>, se reporter à la section Plaidoyer, processus participatifs et responsabilité.</p>
<p>BRIDGE Contacts: Hazel Reeves Courriel : H.Reeves@ids.ac.uk Charlie Sever Courriel : C.Sever@ids.ac.uk</p> <p>Institute of Development Studies University of Sussex Brighton BN1 9RE, Royaume-Uni Tél : + 44 1273 606261 Fax : + 44 1273 621202 Courriel : bridge@ids.ac.uk www.ids.ac.uk/bridge</p>	<p>Hazel et Charlie ont produit ce Kit Actu', ainsi que le Glossaire de macroéconomie selon une perspective de genre (<i>Glossary on macroeconomics from a gender perspective</i> (2000) et <i>Women's and Gender Budgets: An Annotated Resource List</i> (1999)).</p> <p>Voir la Section consacrée aux ressources Web pour avoir la liste des ressources en ligne sur les thèmes « Genre et budgets » et « Genre et économie » sur les sites Genie, Siyanda et BRIDGE.</p>

<p>Canton de Bâle Contact : Mascha Madörin Courriel : mmadoerin@bluewin.ch</p> <p>Gleichstellungsbüro Basel-Stadt Clarastr. 13 CH-4058 Bâle Suisse Tél : +41 61 267 66 81 Fax : +41 61 267 66 80 Courriel : gsb@bs.ch</p>	<p>L'initiative budgétaire du canton de Bâle est un exemple d'intégration du genre dans un budget local. Elle a produit une analyse d'incidence détaillée des bénéficiaires des services publics et s'est également penchée sur le travail non rémunéré en le rapprochant d'autres composantes économiques du canton comme les impôts, le PNB et les dépenses publiques consacrées à la sphère reproductive.</p>
<p>Secrétariat du Commonwealth Contact : Guy Hewitt (Directeur de programmes, budgets intégrant la dimension de genre) Courriel : HEWITTG@commonwealth.int</p> <p>Marlborough House Pall Mall, Londres SW1Y 5HX, Royaume-Uni Courriel : gad@commonwealth.int Tél : +44 20 77476500 Fax : +44 20 7930 0827 www.thecommonwealth.org/gender/</p> <p>Pour acheter ces publications : Contact : Rupert Jones-Parry Courriel : r.jones-parry@commonwealth.int Tél : +44 20 7747 6342 Fax : +44 20 7839 9081</p>	<p>Le Secrétariat du Commonwealth anime une initiative budgétaire sexospécifique qui a mis en œuvre des initiatives budgétaires pilotes, intégrant la dimension du genre dans plusieurs pays : Australie, Barbade, Belize, Botswana, Canada, Iles Fidji, Inde, Kenya, Malawi, Malaisie, île Maurice, Mozambique, Namibie, St Kitts et Nevis, Afrique du Sud, Sri Lanka, Tanzanie, Ouganda, Royaume-Uni, Zambie et Zimbabwe. Il mène également d'autres activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • production d'outils, de méthodologie et de matériels de renforcement des capacités. • plaidoyer international pour la mise en œuvre de budgets réellement sensibles à la problématique hommes-femmes. • soutien aux efforts de partenariats et de collaboration entre agences qui souhaitent encourager les travaux dans ce domaine. <p>Dans ce cadre, le secrétariat du Commonwealth travaille en collaboration avec le CRDI et l'UNIFEM à l'Initiative pour des budgets répondant aux préoccupations et aux besoins des femmes (GRBI) – Voir les ressources Web. <i>Gender Budgets Make Cents</i> et <i>Gender Budgets Make More Cents</i> sont les fruits de cette collaboration (voir les sections Généralités et Études de cas).</p> <p>Il a également missionné le ICRW pour la production d'une analyse documentaire sur les aspects sexospécifique de la collecte des revenus, notamment dans les pays en développement. L'étude sera achevée en juin 2003, avec le lancement d'initiatives pilotes consacrées à la dimension de genre et aux mesures de collectes de revenu.</p> <p>Lors de la conférence qui les a réunis en septembre 2002, les ministères des finances du Commonwealth se sont engagés, pour la première fois, à mettre en œuvre des budgets soucieux de l'égalité des sexes.</p>

<p>Ministère pour le développement international (DFID) 1 Palace Street Londres SW1E 5HE Royaume-Uni Tél : +44 20 7023 0000 Fax : +44 20 7023 0019</p>	<p>Lors d'un séminaire du DFID, « budgéter en tenant compte des sexospécificités », en juillet 2002 (Londres), Diane Elson a présenté son nouveau travail en vue de relier budgets, droits et responsabilité (Voir <i>What's behind the budget</i> (ce que recouvre un budget) dans la section Concepts) et Manju Senapaty (DFID-Inde) a présenté son travail sur l'initiative budgétaire sexospécifique en Inde, axée sur le secteur de l'éducation. Il est disponible en ligne au format PowerPoint à : www.genie.ids.ac.uk/gem/index_sectors/education/genbud.ppt</p>
<p>German Technical Cooperation (GTZ) Contact : Elvira Ganter (Project Manager) Courriel : Elvira.Ganter@gtz.de</p> <p>Sector Advisory Project Gender (SBVG) OE 4201 Post Box. 51 80 65726 Eschborn, Allemagne www.gtz.de/gender</p>	<p>Le Projet de consultance sectorielle en matière de genre du GTZ (Allemagne) soutient les initiatives budgétaires sexospécifiques dans le cadre du suivi des processus de DRSP menés en Zambie, au Kenya et en Afrique du Sud. Les activités régionales visent principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • renforcer la transparence et la responsabilité des gouvernements par une budgétisation sensible à la dimension hommes-femmes et le suivi des dépenses. • renforcer les capacités en matière d'analyse sexospécifique des cadres macro-économiques et des budgets, par la formation et la sensibilisation des agents de l'État. • renforcer les groupes de pressions et de plaidoyer comme les réseaux de femmes (ex : FEMNET au Kenya), les intervenants des médias et autres groupes ciblés, par des formations de base en économie. <p>Toutes ces activités sont financées par le Ministère allemand de la coopération économique et du développement (BMZ).</p>
<p>ENGENDER Women's Budget Group (ENGENDER – Groupe du budget des femmes) Contact : Morag Gillespie Parliamentary Liaison Development Worker Engender 18 York Place, Édimbourg EH1 3EP Écosse Courriel : engender@engender.org.uk/ mogs@ukonline.co.uk www.engender.org.uk/budget.html</p>	<p>ENGENDER est une organisation d'information, de recherche et d'animation de réseaux sur la condition féminine en Écosse.</p> <p>Le Groupe pour un budget des femmes est un groupe autonome au sein de Engender. L'objectif général est d'intégrer l'analyse d'impact selon le genre dans les décisions budgétaires écossaises.</p> <p>Voir le chapitre de <i>Gender Budgets Make More Cents</i> qui leur est consacré (Études de cas).</p>

<p>Institute of Development Studies Anne-Marie Goetz Membre associé Institute of Development Studies University of Sussex Brighton BN1 9RE, Royaume-Uni Tél : +44 1273 678768 Courriel : a.m.goetz@ids.ac.uk www.ids.ac.uk</p>	<p>Coauteure avec Jenkins de : <i>Accountability to women in development spending – experiments in service-delivery audits at the local level</i> (voir Plaidoyer, processus participatifs et responsabilité).</p> <p>Elle mène actuellement des recherches sur les initiatives d'organisations de base contre la corruption et le mouvement pour le droit à l'information en Inde.</p>
<p>Division Femmes et développement du Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas Contact : Bea M ten Tusscher Courriel : bm-ten.tusscher@minbuza.nl</p> <p>PO Box 20061 2500 EB La Haye Pays-Bas Tél : +33 70 348 7388 Fax : 33 70 348 4883 www.minbuza.nl</p>	<p>Des projets ont été mis sur pied, en association avec d'autres donateurs, visant à influencer la rédaction des Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (en Tanzanie et au Bangladesh, notamment) et les analyses de dépenses publiques (Burkina Faso et Vietnam) au moyen d'une budgétisation sensible à la dimension hommes-femmes.</p> <p>Un forum de discussion en ligne a été formé pour permettre l'échange des expériences. Il regroupe tous les points focaux sur le genre chargés, dans les ambassades, des questions de budgétisation sexospécifique et des DSRP.</p> <p>Le ministère a également produit une « fiche de conseils » sur les Analyses d'impact budgétaire (Gender Budgeting) (page accédée le 10/12/02): www.oecd.org/pdf/M00034000/M00034256.pdf</p>
<p>Open University (université ouverte) Contact : Sue Himmelweit Faculty of Social Sciences Walton Hall Milton Keynes MK7 6AA, Royaume-Uni Courriel : s.f.himmelweit@open.ac.uk</p>	<p>Membres du Groupe pour un budget des femmes du Royaume-Uni et auteure de <i>Making visible the hidden economy: the case for gender-impact analysis of economic policy</i>. Voir ce titre dans la sous-section Revenus des Études de cas.</p>
<p>Groupe de travail OCDE/CAD sur l'égalité hommes-femmes (devenu Gendernet) Contact : Elisabeth Thioléron Courriel : elisabeth.thioleron@oecd.org</p> <p>Division stratégique pour la coopération au développement DCD/OCDE Tél : +33 1 45 24 95 17 www.oecd.org/dac/gender</p>	<p>Le Groupe de travail OCDE/CAD sur l'égalité hommes-femmes projette de tenir un atelier en 2003 en vue d'identifier des bonnes pratiques à partir des expériences tirées dans les pays en développement, en matière notamment de genre, de santé, d'éducation, de développement rural, d'accès à l'eau et d'assainissement. Il prévoit également de publier une « fiche de conseils » en 2003 sur les modalités de leur mise en œuvre.</p>

<p>Overseas Development Institute (ODI) Centre for Aid and Public Expenditure (CAPE - Centre d'aide et de financement public), Poverty and Public Policy Group 111 Westminster Bridge Road Londres SE1 7JD Royaume-Uni Tél : +44 20 7922 0381 Fax : +44 20 7922 0399 Courriel pour toute information sur CAPE : Jane Northey : j.northey@odi.org.uk www.odi.org.uk/pppg/cape/index.html</p>	<p>Le centre a été créé en vue d'optimiser l'apport des bailleurs de fond au budget gouvernemental en matière de réduction durable de la pauvreté.</p> <p><i>What's Behind the Budget? Politics, rights and accountability in the budget process</i> a été produit à l'initiative de CAPE. Voir la sous-section Droits et reddition comptable dans Concepts.</p>
<p>UK Women's Budget Group (Groupe pour un budget des femmes au Royaume-Uni) Contact : Project Officer Women's Budget Group c/o Fawcett Society Fifth floor 45 Beech Street Londres EC2Y 8AD, Royaume-Uni Tél : +44 20 7628 441 Courriel : wbg@fawcettsociety.org.uk www.wbg.org.uk/index.htm</p>	<p>Voir le chapitre consacré à leurs travaux sur la fiscalité et la protection sociale dans <i>Gender Budgets Make More Cents</i>. Voir également le document de Sue Himmelweit, membre du groupe (Open University) : <i>Making visible the hidden economy: the case for gender-impact analysis of economic policy</i> (à Revenus, section Études de cas). Visitez leur site Web pour de plus amples informations, et notamment leurs propositions et rapports en ligne.</p> <p>Le groupe compile actuellement un audit des projets internationaux dans le but de recenser les organisations qui oeuvrent dans le domaine de la budgétisation sexospécifique, et qui sera ensuite publié sur leur site Web.</p>
<p>University of Essex Diane Elson Professor of Global Social Change and Human Rights Department of Sociology Wivenhoe Park Colchester CO4 3SQ Royaume-Uni Tél : +44 1206 873539 Fax : +44 1206 873598 Courriel : drelson@essex.ac.uk</p>	<p>Diane Elson a beaucoup écrit sur les concepts qui sous-tendent les budgets sexospécifiques, et plus généralement sur les liens qui unissent genre et macroéconomie (voir les diverses publications de cette Boîte à outils). En tant que chercheuse et enseignante, elle s'intéresse actuellement aux transformations sociales qui se produisent à l'échelle mondiale et à la concrétisation effective des droits humains, en regard, notamment des objectifs de l'égalité des sexes.</p>
<p>University of Manchester Barbara Evers Courriel : barbara.evers@man.ac.uk Department of Sociology Williamson Building Manchester, M13 9PL Royaume-Uni Tél : +44 161 275 2462 Fax : +44 161 275 2514</p>	<p>En tant que consultante, Barbara Evers a produit de nombreux rapports pour le Ministère néerlandais des affaires étrangères en vue de mener une analyse budgétaire sexospécifique du secteur de santé au Bangladesh, avec une orientation favorable aux plus démunis. Elle a également mené avec Bernard Walters des formations en Ethiopie sur les budgets sexospécifiques. On peut se procurer des exercices en relation avec cette formation (contacter Barbara).</p>

8.4 Amérique latine

<p>Universidad del Páccifico Contact : Arlette Beltrán Courriel : abletran@up.edu.pe Departamento Académico de Economía Apartado 4683, Lima 100, Pérou</p>	<p>La fondation Ford Foundation collabore avec l'Universidad del Pacifico à un projet sur la transparence budgétaire en Argentine, au Chili et au Pérou.</p>
<p>Equidad de Genero, Ciudadania, Trabajo y Familia Contact : Lucía Pérez Abasolo 176, Col. Del Carmen Coyoacán, Mexico DF 04100, Mexique Courriel : presupuesto@equidad.org.mx</p>	<p>Equidad est une organisation non-gouvernementale qui agit en faveur de l'autonomisation des femmes dirigeantes au Mexique. Son travail en matière de budgets sexospécifiques vise à fournir aux organisations de femmes un outil de plaidoyer pour demander des comptes au gouvernement.</p>
<p>Foro Nacional de Mujeres y Políticas de Población Chilpa #1-A Col. Villa Coyoacán, C.P. 04020 México, D.F., Mexique Courriel : foropob@laneta.apc.org www.laneta.apc.org/foropob/</p>	<p>Le Foro est un réseau d'organisations de femmes mexicaines engagées dans le suivi des accords et des plans d'actions du gouvernement formulés dans le sillage des conférences du Caire (1994) et de Beijing (1995).</p>
<p>Fundar Contact : Helena Hofbauer Balmori Courriel : helena@fundar.org.mx Popotla No. 96, Int. 5 Tizapan – San Angel C.P. 01090, Mexico D.F., Mexique Tél : +52 5595 2643 Fax : +52 5681 0855 www.fundar.org.mx/</p>	<p>Voir le Panorama pour en savoir plus sur les efforts déployés par Fundar en matière de budgets sexospécifiques. Helena est l'auteure du Panorama de ce Kit Actu'.</p> <p>Fundar anime des formations sur les droits concernés par les budgets sexospécifiques dans toute l'Amérique centrale.</p>
<p>Municipalidad de Recife Contact : Andrea Lorena Butto Zarzar (Coordinatrice générale du groupe de coordinations des femmes de Recife, et professeur à l'université fédérale rurale de Pernambouc) Courriel : albutto@recife.pe.gov.br</p>	<p>Voir l'article de <i>En Bref</i> consacré aux efforts déployés par le Groupe de coordination des femmes pour encourager les femmes à intervenir dans les différentes étapes du budget participatif de la municipalité de Recife.</p>
<p>UNIFEM bureau de la région andine Contact : Raquel Coello Courriel : raquel.coello@undp.org Agent de programme régional, UNIFEM P.O. Box 17-03-4731 Edif. Naciones Unidas 2do Piso Avenida Amazonas 2889 y La Granja, Quito, Équateur Tél : +593 2 246 0329, 246 0334 Fax : +593 2 246 0328 www.undp.org/unifem/global_spanner/andean.html</p>	<p>Le bureau mène actuellement des analyses budgétaires sexospécifiques en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bolivie – budget national et municipalité de La Paz • Équateur – municipalités de Cuenca, Quito et Salitre • Pérou – municipalité de Villa El Salvador. <p>Les premières conclusions font apparaître une absence de sensibilité à la dimension hommes-femmes dans les processus budgétaires existants.</p> <p>Voir Pearl, 'The Andean Region: a multi-country programme', 2002, à Amérique latine, dans la section Études de cas.</p>

8.5 Moyen-Orient

<p>Adva Center P.O. 36529, Tel Aviv 61364, Israël Tél : +972 3 5608871 Fax : +972 3 5602205 Courriel : advainfo@bezeqint.net www.adva.org/</p>	<p>Le centre d'analyse des politiques Adva publie des rapports où il analyse les dépenses affectées aux services sociaux dans le budget national d'Israël. Il travaille actuellement à une analyse sexospécifique du budget national.</p>
--	---

<p>UNIFEM Bureau régional des états arabes Contact : Haifa Abu Ghazaleh (Directeur de programme régional) Contact : Shirin Shukri (Gestionnaire de projet, GEMS) Courriel : shirin@unifem.org.jo</p> <p>18 Abdeen Street, near Tyche Hotel P.O. Box 830 896 Amman 11183, Jordanie Tél : +962 6 5678 586/7 Fax : +962 6 5678 594 Courriel : amman@unifem.org.jo</p>	<p>Le travail en matière de budgets sexospécifique de l'UNIFEM a débuté par des formations au Liban. L'Égypte a préparé des matériels de formation aux budgets sexospécifiques en arabe et a conduit deux ateliers à destination des hauts fonctionnaires du ministère de la planification. En Égypte, l'UNIFEM travaille avec le Conseil national des femmes à la réalisation d'audits sur les performances des budgets centraux du Plan de développement national (1997–2002) en matière d'égalité des sexes, qui devrait commencer par les ministères de l'administration locale et de la jeunesse.</p> <p>Au Maroc, un projet d'un an "Renforcement des capacités pour l'analyse des budgets nationaux marocains" vise les personnels de la Direction du Budget responsables des décisions budgétaires au sein du Ministère de l'économie et des finances et de la Division des secteurs sociaux.</p> <p>En Jordanie, le travail de renforcement des capacités avec le Ministère de la planification et des finances commence en janvier 2003.</p>
	<p><i>Autres matériels en arabe :</i> Un manuel de formation en arabe inspiré de l'ouvrage de Budlender, Sharp et Allen 'How to do a gender-sensitive budget' est en préparation. La traduction du Budget Dictionary d'Idasa South Africa (Dictionnaire des termes budgétaires) d'Albert Van Zyl est actuellement en cours d'achèvement.</p> <p>Le bureau s'est attelé à la traduction de ses nouveaux matériels sur la formulation des budgets dans la région arabe (qui seront testés puis publiés en ligne et en version papier). Contacter Shirin Shukri pour de plus amples informations.</p>

8.6 Amérique du Nord et Canada

<p>International Association for Feminist Economics (IAFFE – Association internationale pour une science économique féministe) Contact : Diana Strassmann Courriel : dls@rice.edu</p> <p>Feminist Economics MS9 Rice University 6100 South Main Street Houston, TX 77005-1892 www.facstaff.bucnell.edu/jshackel/iaffe/</p>	<p>Organisation à but non lucratif qui questionne les problèmes économiques d'un point de vue féministe et enseigne cette approche aux économistes et autres intervenants.</p> <p>IAFFE produit également la revue <i>Feminist Economics</i>, (www.ruf.rice.edu/~femec/), publiée par Taylor and Francis.</p> <p>Pour s'abonner à <i>Feminist Economics</i> : www.tandf.co.uk/journals/routledge/13545701.html</p>
<p>International Budget Project Center on Budget and Policy Priorities Contact : Warren Krafchik Courriel : krafchik@cbpp.org 820 First Street, NE Suite 510 Washington, DC 20002, États-Unis Tél : +1 202 408 1080 Fax : +1 202 408 1056 Courriel : info@internationalbudget.org www.internationalbudget.org/</p>	<p>L'IBP aide les organisations de la société civile dans le monde entier à améliorer les politiques budgétaires et les processus décisionnels. Le projet travaille en collaboration avec des chercheurs et des ONG à l'analyse des politiques budgétaires et l'amélioration des institutions et processus budgétaires.</p>
<p>International Center for Research on Women Contact : Simel E'im (sesim@icrw.org) ou Daniel Puskin (dpuskin@icrw.org) 1717 Massachusetts Avenue, NW #302 Washington, DC 20036, États-Unis Tél : +1 202 332 2853 Fax : +1 202 332 8257 www.icrw.org</p>	<p>Simel E'im est une économiste turc de l'ICRW. Voir la référence à son ouvrage « Impact of government budgets on poverty and gender equality » dans la section Concepts.</p> <p>Pour en savoir plus sur l'avancement du projet de Simel E'im sur la violence domestique et les budgets, voir « Making the law work: budgetary implications of domestic violence policies in Latin America » (Faire appliquer la loi : implications budgétaires des politiques de lutte contre la violence domestique en Amérique latine »), exposé au format PowerPoint de l'ICRW pour le Réseau des femmes parlementaires des Amériques (Mexique), novembre 2002. Format PowerPoint en ligne : www.siyanda.org/docs/icrw_dvbudget.ppt</p> <p>Daniel Puskin prépare actuellement une revue critique des ouvrages consacrés à la problématique hommes-femmes dans la collecte des recettes publiques, et notamment dans les pays en développement, pour le Secrétariat du Commonwealth.</p>
<p>Centre de recherche internationale en développement (CRDI) 250 Albert Street Ottawa, ON K1P 6M1 Canada Tél : +1 613 236 6163 Fax : +1 613 567 7748 Courriel : info@idrc.ca www.idrc.ca/</p>	<p>Le CRDI a été fondé en vue de contribuer à définir des solutions aux problèmes sociaux, économiques, et écologiques dans le monde en développement. Il travaille actuellement en collaboration avec le Secrétariat du Commonwealth et l'UNIFEM à l'Initiative pour des budgets répondant aux préoccupations et aux besoins des femmes (Gender Responsive Budget Initiative (GRBI)) – voir la section Ressources web.</p>

<p>Just Associates Contact : Lisa VeneKlasen (Directrice) Courriel : lvk@justassociates.org 2040 S Street NW Suite 203 Washington, DC 20009, États-Unis Tél : +1 202 232 1211 Fax : +1 202 234 0980 Courriel : info@justassociates.org www.justassociates.org</p>	<p>Just Associates est un réseau international de soutien et de formations stratégiques. Elle travaille à un Projet de plaidoyer et de budgétisation citoyenne/sexospécifique en Indonésie. Voir dans les Études de cas le résumé de <i>Highlights from a citizen/gender budget advocacy project in Indonesia</i>. Voir également dans la section Concepts l'ouvrage général sur le plaidoyer : <i>Some research gaps in gender budget work from an advocacy perspective</i>.</p> <p>Lisa VeneKlasen vient de publier <i>A New Weave of Power, People and Politics: The action guide for advocacy and citizen participation</i> (Pouvoir, peuples, politiques : de nouvelles relations - guide d'action pour le plaidoyer et la participation citoyenne)</p>
<p>Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Contact : Programme Genre et développement (GIDP) Courriel : gidp@undp.org</p> <p>Contact : Mümtaz Keklik Courriel : mumtaz.keklik@undp.org Social Development and Poverty Elimination Division, Bureau for Development Policy (Division pour le développement social et l'élimination de la pauvreté, Bureau des politiques du développement) 1 UN Plaza, 20th Floor New York, NY 10017, États-Unis www.undp.org/gender</p>	<p>Le Programme Genre et développement du PNUD oriente et soutient la politique du PNUD sur le front de l'égalité des sexes. Le GIDP a organisé une conférence inter-organisations/partenaires sur le thème 'Gender sensitive budgeting and beyond: accountability for MDGs' (Budgétisation soucieuse de l'égalité des sexes : et après ? Rendre compte de la réalisation des OMD (Objectifs du millénaire pour le développement) pour débattre des prochaines étapes des efforts déployés dans ce domaine (New York 25–26 novembre 2002). Celle-ci a identifié la nécessité de créer de meilleurs réseaux de partage des connaissances. Le Réseau mondial d'enseignement à distance de la Banque Mondiale pourrait apporter son soutien à ce processus (www.gdln.org).</p> <p>Le PNUD soutient également la formation de conseillères sur les processus budgétaires et les concepts de budgétisation soucieuse de l'égalité des sexes au Pakistan (contacter Socorro Reyes pour de plus amples informations : socorro.reyes@undp.org)</p> <p>En 2000, le SEPED (Social Development and Poverty Elimination Division – Division pour le développement social et de l'élimination de la pauvreté) du PNUD a produit une publication : 'Budgets as if People Mattered' en préparation à Beijing+5 (Résumé : voir Études de cas)</p>

<p>Division des statistiques des Nations Unies United Nations New York, NY 10017 États-Unis Fax : +1 212 963 4116 Courriel : statistics@un.org genderstats@un.org http://unstats.un.org/unsd/default.htm</p>	<p>UN Statistics are currently producing a manual, <i>Guide to Producing Statistics on Time Use: Measuring Paid and Unpaid Work</i>. It is due to be released in 2003 and will be featured on the time-use website: http://unstats.un.org/unsd/methods/timeuse/index.htm</p>
<p>Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM) Contact : Nisreen Alami (Gender Budgets Officer) Courriel : nisreen.alami@undp.org 305 East 45th Street, 15th Floor New York, NY 10017, USA Tél : +1 212 906 6400 Fax : + 1 212 906 6705 www.undp.org/unifem/gender_budgets/index.html</p> <p>(see also entries for UNIFEM Arab States Regional Office and the Andean Region)</p>	<p>UNIFEM apporte un soutien direct aux efforts de budgétisation soucieuse de l'égalité des sexes dans plus de 20 pays, notamment : Inde, Philippines, Sri Lanka, Mexique, Brésil, Chili, Pérou, Équateur, Bolivie, Belize, Nigéria, Kenya, Sénégal, Mozambique, Botswana, Tanzanie, Ouganda, Maroc, Égypte et Jordanie. À travers ces initiatives, l'UNIFEM s'engage aux côtés de gouvernements, d'ONG, de groupes de femmes, de parlements et d'universitaires pour renforcer l'expertise en matière de budget intégrant la problématique hommes-femmes. Au sein du système des Nations unies, l'UNIFEM cherche à faire connaître et promouvoir l'analyse budgétaire sexospécifique, en tant qu'outil permettant de renforcer la gouvernance économique dans tous les pays.</p> <p>L'UNIFEM est l'un des trois partenaires de l'Initiative pour des budgets répondant aux préoccupations et aux besoins des femmes (Gender Responsive Budget Initiative – GRBI), avec le CRDI et le Secrétariat du Commonwealth). Voir à Ressources Web pour de plus amples informations. En collaboration avec ses partenaires, l'UNIFEM vient de produire : <i>Gender Budget Initiatives: Strategies, Concepts and Experiences</i>, qui regroupe les documents de la Conférence internationale de haut niveau « La prise en compte des sexospécificités dans la budgétisation : une vision globale pour renforcer la gestion économique et financière ». Cette ressource sera disponible sous forme imprimée et sur les sites électroniques de l'UNIFEM et de la Gender Responsive Budget Initiative en janvier 2003. En attendant, voir le résumé de la conférence d'Holvoet: sous le même titre dans la section Études de cas. En collaboration avec CASE et GETNET, l'UNIFEM a produit : <i>Money Matters: Workshop Materials on Gender and Government Budgets. Botswana, South Africa, and Zimbabwe</i>, dont la publication est imminente (et qui devrait bientôt figurer sur le site de l'UNIFEM).</p>

<p>University of Texas at Austin Contact : Natasha Borges Sugiyama Courriel : sugiyama@mail.la.utexas.edu Department of Government Burdine Hall, Campus Code A1800 Austin, TX 78712</p>	<p>Auteure de <i>Gendered Budget Work in the Americas: selected country experiences</i>. Voir à Amérique latine dans la section Études de cas.</p>
<p>Women's International League for Peace and Freedom, The Women's Budget Project (Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Projet pour un budget des femmes) 1213 Race Street Philadelphia, PA 19107, États-Unis Tél : +1 215 563 7110 www.voiceofwomen.com/budget.html</p>	<p>Le Projet pour un budget des femmes informe le public des effets des politiques budgétaires américaines sur les femmes et propose des politiques alternatives susceptibles de répondre aux besoins de l'ensemble de la population américaine.</p>
<p>Institut de la Banque Mondiale Contact : Roxanne Scott Courriel : rscott@worldbank.org</p> <p>Spécialiste en genre et finances publiques Programme Finances publiques, décentralisation et réduction de la pauvreté (Public Finance, Decentralization and Poverty Reduction Program) Tél : +1 202 473 4167 Fax : +1 202 676 9810</p>	<p>L'Institut de la Banque Mondiale soutient les IBS de diverses façons :</p> <p>La sponsorship d'un atelier sur la budgétisation soucieuse de l'égalité des sexes au Pakistan (20-21 novembre 2002) pour amorcer un dialogue sur les budgets sexospécifique dans le pays. Y participaient des agences gouvernementales, non-gouvernementales, des universitaires, des chercheurs et des bailleurs de fond. Un projet de plan stratégique a été élaboré, comprenant une série d'ateliers de renforcement des capacités en direction de ces groupes, dont le lancement est prévu pour 2003. Tous les documents présentés figurent sur le site de l'Institut de la Banque Mondiale : www.worldbank.org/wbi/publicfinance/decentralization/gender.htm#pakistan</p> <p>En 2002, l'Institut de la Banque Mondiale a élaboré et dispensé une formation de trois heures à Moscou et Saint-Pétersbourg (à destination des hauts fonctionnaires russes) sur la budgétisation soucieuse de l'égalité des sexes dans le cadre d'un programme de formation plus vaste sur la décentralisation fiscale. L'Institut de la Banque Mondiale envisage d'intégrer cette formation dans des modules d'enseignement à distance et d'étendre cette formation à un grand nombre de régions en Russie. Les supports utilisés pour cette formation sont disponibles en ligne : www.worldbank.org/wbi/publicfinance/decentralization/gender.htm#russia</p> <p>L'institut a également mis sur pied un site Web sur le thème "Gender, Public Finance, and Decentralization" (genre, finances publiques, et décentralisation), comportant de nombreux supports consacrés aux budgets sexospécifiques (voir la section Ressources Web), dont certains proviennent de l'atelier de l'Institut</p>

	<p>de la Banque Mondiale sur les budgets intégrant la problématique homme femmes (3 avril 2002) : www.worldbank.org/wbi/publicfinance/decentralization/gender.htm#april</p> <p>L'institut cherche à élaborer une série de modules de formation sur le genre, les finances publiques et la décentralisation, en direction des agences gouvernementales. La budgétisation soucieuse de l'égalité des sexes en sera un module principal. Lors d'une conférence inter-organisations à New York (novembre 2002) organisée par le PNUD, la nécessité d'améliorer les réseaux de partage des connaissances a été identifiée. Roxanne Scott élabore actuellement une proposition au groupe inter-organisations, demandant au Réseau mondial d'enseignement à distance de l'Institut de soutenir ce processus (www.gdln.org).</p>
--	---